

# L'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE  
B.P. 365  
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4<sup>e</sup> ANNEE N° 166  
JEUDI 16 NOVEMBRE 72

## **Les travailleurs ne feront pas les frais de la crise du capitalisme**

# TOUS ENSEMBLE DANS LA LUTTE !

Le « social » est de plus en plus à l'ordre du jour, durant ces mois d'automne 1972, à l'approche des élections de « mars » 1973.

Pour s'en rendre compte, il suffit de voir avec quel « souci » le gouvernement, subordonné aux monopoles capitalistes, se démène d'une semaine sur l'autre dans ses déclarations démagogiques à l'issue des conseils des ministres.

Le 31 octobre, c'est le relèvement « sans précédent » du taux du S.M.I.C. de misère, qui passe de 4,30 F à 4,55 F de l'heure, alors que les prix suivent une courbe bien plus prononcée.

Le 8 novembre, c'est l'adoption d'un projet de loi relatif à l'« égalité » de rémunérations entre les hommes et les femmes ; ainsi qu'un projet de loi sur la mensualisation du S.M.I.C. de misère.

Mais nous, travailleurs, n'avons aucune illusion sur le bla-bla des exploiters capitalistes. Nous savons à quoi nous en tenir sur les « fameux » projets de loi en date du 8 novembre, qui ne sont que poudre aux yeux, même dans la période électorale. Le premier de ces projets concernerait près de 8 millions de femmes, sur une population active de 21 millions. Et les monopoles ne lésinent pas, ils vont jusqu'à dire qu'ils prendront des sanctions pour non-application de la loi dès que celle-ci sera votée par le parlement bourgeois. *Il y a vraiment de quoi rire.* A-t-on vu les exploiters se sanctionner entre eux ? Prenons un tout petit exemple, la loi sur l'hygiène et la sécurité existe bien. Et cela n'empêche pas les exploiters de continuer à tuer (accident du travail) journalièrement sans être sanctionnés, ou condamnés à des peines légères, suivant l'importance de l'entreprise capitaliste. Et cela n'empêche nullement l'exploitation de l'homme par l'homme de se poursuivre.

Quant au S.M.I.C., mensualisé ou pas, il reste pour les travailleurs un S.M.I.C. de misère et, de plus, il est discriminatoire dans son projet puisque les travailleurs contraints au travail temporaire en sont exclus ; ce dont les révisionnistes de l'Huma-blanche en date du 9-11-1972 « regrettent ».

Pendant ce même temps, dans les « écuries » du parlementarisme bourgeois, le budget 1973 est sujet à de nombreuses parlottes qui ne changent en rien les projets initiaux. Les budgets des différents ministères sont exposés par ces « diables bienfaiteurs ». Citons quelques chiffres significatifs : Budget des Affaires sociales 3 675,6 millions de francs, en augmentation de 18 % par rapport à 1972, pour faire face à la montée du chômage, produit du capitalisme ; budget de la Défense nationale 34 800 millions de francs, soit 17,7 % du budget total ; budget de l'Intérieur 6 200 millions de francs, soit 19 % de plus qu'en 1972 et 5 000 flics de plus.

Notre sujet n'est pas de commenter ces chiffres, mais simplement de montrer aux travailleurs que le souci fondamental de l'Etat monopoliste réside dans son maintien de l'ordre bourgeois, par le renforcement des forces de répression devant la montée des luttes économiques et politiques.

La crise du capitalisme s'aggrave. Les hausses des prix pour 1972 ont dépassé très largement le pronostic de Giscard d'Estaing, qui était inférieur à 6 %. Et les experts de la bourgeoisie monopoliste prévoient que si rien n'est fait pour 1973, la hausse des prix atteindrait 7 et même 8 %. Mais la période n'est pas favorable, il faut attendre les élections de « mars » 1973, ne pas effrayer l'électeur. Après, les monopoles agiront, ces exploiters ont des idées ; le blocage des prix, — après une montée vertigineuse — et des salaires — maintenus avec un pouvoir d'achat diminué —, serait envisagé. Cette expérience a actuellement cours aux Etats-Unis et a été appliquée tout récemment en Grande-Bretagne. L'Allemagne Fédérale n'y échapperait pas, mais après les élections du 19 novembre.

Les travailleurs ne sont nullement décidés à faire les frais de la crise du capitalisme et les luttes actuelles menées *classe contre classe* à Big-Dutchman, aux Kaolins, dans les mines de potasse d'Alsace, aux Chantiers des réparations navales à Marseille, etc., confirment cet enseignement de Karl Marx dans *Salaires, prix et profit* : « Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. »

(suite de l'éditorial page 3)

## PARIS :

## MANIFESTATION CONTRE LA VENUE DU FASCISTE SUHARTO



Photo reçue au courrier avec la mention : « Samedi 11 novembre, manifestation du P.C.M.L.F., rue de Belleville, contre Suharto. »

INFORMATION DE L'AGENCE DE PRESSE « LIBERATION », 2 NOVEMBRE :  
PARIS. - PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE :  
« MANIFESTEZ CONTRE LA VENUE EN FRANCE DU DICTATEUR FASCISTE SUHARTO ».

(...) « En plein accord avec le Parti communiste d'Indonésie, le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle solennellement tous les communistes et les anti-fascistes de France à manifester concrètement contre l'intolérable présence du fasciste Suharto, bourreau sanglant du peuple indonésien », déclare un communiqué du P.C.M.L.F. du 22 octobre à l'occasion de la venue en France du président Suharto, le 13 novembre (cf. doc. int. du 27 oct., A.P.L. n° 369).

Le communiqué déclare d'autre part : « Organisez partout, sans attendre, avec un esprit d'audace et d'offensive, l'action de la classe ouvrière et du peuple de France contre la venue du chien sanglant Suharto ! Diffusez par centaines de milliers des tracts expliquant qui est cet invité de Pompidou et du gouvernement Messmer (...) A la base et dans l'action, organisez des manifestations de rue, des actions de masse, des assemblées en alliance avec les militants et sympathisants de base des organisations et partis s'affirmant hostiles au fascisme, du Parti communiste français, de la C.G.T., de la C.F.D.T., du P.S.U., de la Cause du Peuple, des comités d'initiatives communistes... »

Le peuple de France n'a pas invité le bourreau fasciste du peuple indonésien ! Qu'il le lui fasse entendre ! »

# LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE" POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

## La page du travailleur immigré

« L'Humanité Rouge » est lue par un nombre croissant de travailleurs manuels et intellectuels immigrés.

C'est là une raison supplémentaire pour elle d'ouvrir à partir de ce numéro une rubrique la plus régulière possible destinée à apporter des informations intéressantes plus particulièrement ces lecteurs : la raison première du souci des Marxistés-Léninistes réstant de contribuer avant tout à une application vivante du principe de l'internationalisme prolétarien dans les relations entre militants français et immigrés, entre le peuple français et les peuples dont les représentants immigrés en France sont exploités et opprimés par le capitalisme et l'impérialisme français.

Pour éviter la dispersion et la confusion, cette page portera chaque semaine sur un seul pays : aujourd'hui l'Algérie, la semaine prochaine l'Espagne, ensuite le Maroc, etc.

« L'Humanité Rouge » a envisagé de présenter ces pages dans la langue nationale de ses lecteurs immigrés. Malheureusement, pour l'instant, ses moyens pratiques sont encore trop limités pour assurer efficacement cette initiative. Aussi prie-t-elle ses lecteurs immigrés de bien vouloir l'excuser de leur apporter des informations seulement en langue française. Dès que la possibilité technique de passer aux langues nationales sera réalisée, cela sera effectué sans tarder.

« L'Humanité Rouge » est au service des travailleurs immigrés dans leurs luttes contre l'exploitation et l'oppression des capitalistes français, contre le racisme, contre l'impérialisme, contre le colonialisme et le néo-colonialisme.

Aussi le lancement de cette nouvelle page doit-elle permettre à la fois un travail politique appréciable en direction de nos frères immigrés, mais également une sensible augmentation de la diffusion militante, si nos militants prennent les mêmes dispositions concrètes qu'au moment du « Spécial-Algérie » (diffusion multipliée par cinq à Paris et doublée en province).

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

en francs		combat de l'H.R. :	
Le Comité de Rédaction de l'H.R.	295	Un OS	6
Pour que H.R. se maintienne à 12 pages - Anonyme	500	Un P1 (électricien)	2
Des travailleurs du Sud-Ouest	20	Un P1 (chaudronnier)	10
R.L. (novembre)	30	Un P2 (piféur)	5
A.R.V. - Soutien à H.R.	1	Des communistes du Languedoc	30
Des camarades (Eure-et-Loire)	10	Un Périgourdin rouge	28,50
Souscription permanente - Roger	60	G.G. (12') - Pour la victoire d'H.R. (versement septembre-octobre)	300
Soutien à notre presse - M.	20	C.D.H.R. Est : des camarades et sympathisants	413
Soutien au combat de H.R. - V.G.	50	Une femme algérienne	0,60
Soutien à notre journal C.D.H.R. Paris 2	120	Un militant stéphanois	4,50
Un lycéen technique	2,50	Un lecteur (novembre)	50
Un travailleur immigré	185	Un ouvrier espagnol	3
Contre la libération de Tramoní	25	Un M.-L. sous les drapeaux	9,70
C.D.H.R. N.V.T.	60	Un saisonnier, 2 <sup>e</sup> versement	200
Un ouvrier algérien	5	Des diffuseurs	30
Un jeune cheminot et sa femme	10	CDHR Jeanne Labourbe	130
Des militants	5	Pour le maintien de H.R. journal de combat pour le prolétariat	10
G.D. pour la bataille de H.R. à 12 pages	186	CDHR Jeanne Labourbe	335
C.D.H.R. Gustave Flourens 1 <sup>er</sup> versement novembre	150	CDHR Jeanne Labourbe Jeunes travailleurs	26
Un contact	1	Des camarades	19
Une secrétaire médicale à 700 F	3	Une infirmière	3
Soutien au combat de l'H.R. - V.G.	50	Une ex-maquisarde	100
Anonyme - Soutien à H.R.	10		
Ouest Atlantique	35	Total de la semaine	4 152,04
Atlantique	15	Total précédent	231 332,86
Deux lycéens Atlantique	5		
Des camarades de l'Ouest I.M.A. Ouest	42,50		
Anonyme	1		
Q.M.T. - Soutien à H.R.	40		
Soutien à H.R.	3,50		
J.P.I. - Un bucheron pour que vive H.R.	28		
CDHR Charles Michels - Marxiste-Léniniste	23		
Une femme de cheminot	30		
Un cheminot de Champagne	12		
Les cheminots M.-L. de la Région Parisienne	225		
Un cheminot Région Est	10		
Une femme de cheminot	30		
Un couple de travailleur	1		
Cercle de lecteurs Baniue	110		
Un petit commerçant pauvre	10		
Un ouvrier - Soutien à H.R. pour le 12 pages	3		
Vive la solidarité travailleurs français et espagnols	1		
Pour la victoire du 12 pages	6		
M.B. - Pour le maintien de H.R. à 12 pages	100		
Pour la victoire des Patriotes Vietnamiens	10		
Soutien à H.R. - G.J.	53,29		
Des ouvriers d'Alstom - pour soutenir le juste			
		Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	235 484,90

## Lettre d'un lecteur

Chers camarades,

Voici ma première perm qui va bientôt s'achever et je profite du temps qui me reste pour vous envoyer un petit mot.

En un mois de caserne, sans quartier libre, je n'ai guère eu l'occasion de lire notre journal, et c'est avec un grand plaisir que j'ai pu consulter les derniers numéros, ces jours-ci. Le journal me paraît toujours mieux construit, très lisible, riche en informations de toutes sortes sur sur le front ouvrier. C'est une bonne chose, je crois, et en persévérant dans ce sens je pense que nous irons très loin.

Quel chemin parcouru depuis les premiers numéros !

Je ne peux pour le moment que vous encourager verbalement et vous soutenir financièrement (ci-joint dix francs) ;

mais croyez que le cœur du bidasse que je suis en ce moment et du militant que je serais toujours est avec vous.

A l'armée aussi on prépare le combat, mais la tâche est ardue et en un mois je n'ai pu que m'habituer à ce nouveau milieu très populaire, si déconcertant pour l'intellectuel que je suis, mais si encourageant pour le militant que j'essaie d'être. Les ouvriers, les paysans, sont là autour de moi, et, pour moi, il s'agit de continuer le travail à tout prix, sans se décourager, même s'ils ne pensent qu'à écouter la radio ou la télé, même s'ils ne jouent qu'aux cartes ou lisent des illustrés... C'est à eux que je dois porter toute mon attention. Une occasion inouïe m'est offerte, j'espère que je vais pouvoir en profiter au maximum, en essayant de traduire mes paroles en actes.

## AFFICHEZ H. R.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :  
« L'HUMANITÉ ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

### ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

## Meeting Palestine

### Un chaleureux témoignage de solidarité

Rien de ce qui touche à la Palestine et à sa glorieuse lutte de libération ne peut nous laisser indifférent. J'ai donc participé au meeting de solidarité à la Palestine qui s'est tenu la semaine dernière à Paris et auquel l'Humanité Rouge nous avait convié à assister.

Il a rassemblé beaucoup de monde, dont un très grand nombre de travailleurs immigrés. C'est avec un grand enthousiasme que la salle a applaudi les interventions saluant la lutte exemplaire des feddayins contre l'impérialisme américain et son valet Israël, pour imposer leur droit légitime à l'existence sur le sol national. C'est tout le peuple palestinien qui a pris les armes et lutte sans faiblir pour ce droit sacré. Sa cause est juste, elle triomphera de toutes les difficultés. Ni l'impérialisme américain, ni les bombardements sionistes, ni les milliers de conseillers et techniciens que l'URSS révisionniste laisse

complaisamment « immigrer » en Israël, ne pourront venir à bout de sa détermination.

L'héroïque résistance palestinienne sert aussi de phare à tous les révolutionnaires et progressistes arabes qui combattent l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les gouvernements réactionnaires qui leurs sont dévoués. Des interventions l'ont expliqué en rappelant la lutte des patriotes d'Iran, de Turquie, d'Arabie Saoudite, de Mauritanie, celle du Front de Libération du Dhofar et des autres « émirats » arabes, etc.

Le racisme, ce poison que la Bourgeoisie des pays d'Europe tente de répandre pour essayer de diviser les travailleurs qu'elle exploite a été également vigoureusement dénoncé par l'assistance où travailleurs français et immigrés se retrouvaient fraternellement mêlés.

La conclusion c'est un étudiant palestinien qui l'a tirée en rappelant la citation du président Mao Tsé tung : « Actuellement, dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution. »

J'ajoute qu'une diffusion de « L'Humanité Rouge » à la sortie, a remportée un vif succès : tous les numéros apportés ont été vendus.

Palestine vaincra, c'est là une certitude ancrée dans le cœur de tous les révolutionnaires.

Correspondant H.P.

## Entre nous soit dit...

Imaginez que des militants révolutionnaires viennent à comparaître devant un tribunal, risquant de lourdes peines et que quelqu'un vienne à la barre des témoins dire que l'un d'eux, et un seul, n'a rien à voir avec les autres, que les faits pour lesquels ils sont poursuivis sont condamnables et qu'il les condamne. Que penserez-vous de ce « quelqu'un » ? Vous direz que ce type-là c'est un dégonflé, qu'il baisse culotte devant le tribunal de la bourgeoisie, qu'il lui livre les autres accusés. Et si par dessus le marché il n'a que le mot révolutionnaire à la bouche, que direz-vous ? Que c'est un révolutionnaire d'opérette.

Maintenant cessez d'imaginer, parce que cela s'est réellement produit. C'était le 6 novembre devant la cour d'appel de Paris. Et le « révolutionnaire » d'opérette s'appelle Krivine. Témoignage éloquent du trotskisme en action.

# CLASSE CONTRE CLASSE

## Suite de l'Éditorial

Les travailleurs ne sont pas plus décidés à une trêve électorale, comme les y invitent les dirigeants révisionnistes du P.«C.»F. et de la C.G.T. dans toutes les luttes où ils mettent encore leur nez, qu'ils dévoyent, qu'ils sabotent comme à Rhône Poulenc à Vitry, ou dans des tracts démobilisateurs au contenu électoraliste. Pour les dirigeants révisionnistes, « le programme commun de gouvernement » serait le remède à tous les maux des travailleurs, alors que ce « programme commun » n'est rien d'autre qu'un programme bourgeois dans le cadre de la constitution de la V<sup>e</sup> République, qu'ils combattirent pourtant en 1958 et dont ils s'accrochent fort bien aujourd'hui.

Les grèves sectorielles, comme à la S.N.C.F., aux P.T.T. cette semaine, ou dans d'autres corporations, déclenchées — sous la poussée de la base — par les états-majors révisionnistes de la C.G.T. et réformistes de la C.F.D.T., ne sont rien d'autres que le petit jet de vapeur que l'on lâche pour éviter que la chaudière n'explode. Ces grèves avec préavis, connues fort longtemps à l'avance, ne gênent que peu l'économie capitaliste. Concernant les grèves S.N.C.F., des transports routiers privés, des camions militaires sont en place. Le travail resté en suspend pendant ces 24 heures sera fait dans les jours qui suivent par l'augmentation des cadences ou tout autre système qui ne coûtera pour ainsi dire rien aux monopoles.

Notre devoir à tous, communistes marxistes-léninistes, ouvriers avancés, c'est d'être dans l'action, là où sont les masses, pour expliquer sans cesse la ligne prolétarienne de l'« Humanité-Rouge », la ligne classe contre classe.

C'est dans l'action, classe contre classe, que s'obtiennent nos revendications.

- Pas de salaire inférieur à 1 200 francs par mois !
- Nos 40 heures tout de suite !
- La retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes !
- A travail égal, salaire égal, pour les jeunes, les femmes, les immigrés !
- Non au chômage, produit du capital !
- Non aux licenciements !
- Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

C'est dans l'action, classe contre classe, que se révèlent les combattants prolétariens !

C'est dans l'action, classe contre classe, que les agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier sont démasqués !

Allons de l'avant, préparons les grandes luttes de classes de demain !

Frappons tous ensemble !

## PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

### KAOLINS A PLEMET (Côtes-du-Nord)

Samedi 4 novembre, 2 000 personnes ont manifesté dans les rues de la ville, leur soutien à cette juste lutte. D'autre part les collectes de solidarité ont permis de verser 900 francs, à chaque gréviste.

Les 130 ouvriers en sont à leur 8<sup>e</sup> semaine de grève et les négociations sont bloquées. La direction de Paris avait mis un préalable à sa venue à Plemet : 35 centimes tout de suite, 15 centimes au 1<sup>er</sup> janvier et 25 centimes pendant le premier semestre 1973.

Les grévistes ne sont pas d'accord avec ce préalable et poursuivent leur lutte. Renforçons notre solidarité avec les grévistes des Kaolins !

### NOVACEL-VISCORA A BEAUVAIS

Depuis 3 semaines les ouvriers de cette usine sont en grève avec occupation pour leurs revendications salariales. Le syndicat C.G.C. a dévoilé son visage de bourgeois en manifestant contre les ouvriers en grève avec occupation.

### CREUSOT-LOIRE D'ONZION (Loire)

Les quelques 240 ouvriers de cette usine du groupe Creusot-Loire, située près de Saint-Chamand ont des salaires de misère. Depuis le 18 octobre, les ouvriers débrayent chaque jour pendant 4 heures pour leurs revendications : 6 francs de l'heure pour les salaires les plus bas et une augmentation générale de 5 % pour tous.

Devant le refus de la direction de satisfaire leurs revendications, les ouvriers sont passés à une nouvelle forme d'action. Le 3 novembre les ouvriers décident la grève avec occupation. Les grévistes ont discutés avec les quelques ouvriers qui restaient au travail et ceux-ci, une trentaine les ont rejoints dans le combat.

Les piquets de grève ont été organisés. Devant l'usine des banderoles ont été accrochées où l'on peut lire : « Usine occupée » ; « Nos 6 francs + 5 % », etc.

Des groupes d'ouvriers grévistes font des collectes et expliquent leur lutte à la population.

A la fin du Ramadan, les ouvriers d'Afrique du Nord ont invités leurs camarades européens aux réjouissances habituelles.

### CHANTIERS DE LA PERRIERE A LORIENT

250 ouvriers sont en grève depuis deux semaines pour leurs revendications. Le 7 novembre la direction a lock-outé pour une durée indéterminée.

### DUNKERQUE

La poursuite de la grève des éclusiers bloque 36 navires, 45 bateaux ont été déroutés et une première unité de la raffinerie B.P. a été stoppée.

Après huit jours de grève les éclusiers ont obtenus satisfaction : la prime d'ouverture est portée uniformément à 180 F.

### ARTHUR MARTIN A REVIN (Ardenne)

Le 7 novembre, les grévistes ont manifestés dans les rues de la ville avec la participation du Comité de Soutien. 1 000 personnes ont participé à cette manifestation de soutien et assistées au meeting.

### « MAMOUTH » A CAEN

Le 4 novembre au matin, les caissières de ce grand magasin ont cessé le travail contre le licenciement d'un employé du département charcuterie et exigé sa réintégration.

Les 80 grévistes ont obtenu que leur camarade soit réembauché chez un fournisser de « Mamouth ».

### LABORATOIRE SOBIO EN MAYENNE

La presque totalité des travailleurs de ce laboratoire de produits pharmaceutiques est en grève depuis le 7 novembre jugeant les propositions patronales insuffisantes.

### FDS

Depuis mercredi 8 novembre, la grève s'est étendue. 1 200 ouvriers sont en grève pour l'augmentation des salaires, de meilleurs conditions de travail et de sécurité.

### Ets TEYSSIER A SAINT-AGREVE (Ardèche)

Les 130 travailleurs de l'établissement de saisons Teyssier sont en grève depuis 8 jours pour leurs revendications : l'augmentation des salaires, la mensualisation, la réduction du temps de travail, etc. C'est à la suite de l'échec des nouvelles négociations du 2 novembre entre la direction et les délégués C.F.D.T., que les ouvriers ont séquestré un membre de la direction.

# PTT : LE SOUFFLE DE NOTRE LUTTE DEVIENDRA TEMPETE

Comme chacun sait, l'administration des P.T.T. organise des stages de formation professionnelle pour les candidats ayant réussi à ses concours.

Très souvent — pour ne pas dire toujours — les candidats doivent se séparer de leur famille. C'est notamment le cas pour le cours d'agent technique première classe. Il s'agit là d'un bien grand mot quand on sait que ce travail consiste à poser des câbles aériens ou souterrains et des appareils téléphoniques (précisons qu'à Paris, les « souterrains » sont tout simplement les égouts !).

Beaucoup de stagiaires sont des provinciaux. Le stage dure trois mois et demi. Ensuite, nous sommes nombreux à être nommés sur place, pour un an environ, sans que l'administration ne nous ait avertis auparavant.

Examinons maintenant les conditions du stage :

— 1 250 F par mois pour 42 h 30 par semaine. Apparemment, ce n'est pas mal mais regardons-y de plus près :

Nous devons nous loger par nos propres moyens, sans aucune indemnité. Autrement dit, sur ce seul salaire, il faut payer deux loyers : celui de la famille en province et

celui de Paris. Qu'en reste-t-il après cela ? La règle n'est pas la même pour les cadres de l'administration qui, eux, sont logés gratuitement, sans parler des salaires qui n'ont rien à voir avec les nôtres !

Dès le début du stage, donc, nombreux étaient les mécontents. La colère a été grande quand nous avons appris qu'un bon de transport gratuit était accordé aux élèves inspecteurs : à croire que nous, nous n'avions pas de famille !

Nous avons donc mis noir sur blanc nos revendications les plus urgentes :

— Un bon de transport gratuit par mois ;

— Logement en foyer ou indemnisation en conséquence ;

Et nous les avons fait connaître à l'administration. Bien entendu, celle-ci fit la sourde oreille. Un compte rendu de la délégation fut fait aux stagiaires entre 12 et 13 heures dans une salle de cours. Cela n'a pas été du goût de l'administration : depuis, toutes les salles sont fermées ; qu'il pleuve ou qu'il vente, nous n'avons même pas une chaise pour nous asseoir.

Cela ne nous a pas empêchés de voter un jour de grève pour faire aboutir nos revendications. Elle fut

suivie à 70 %, ce qui est quand même positif, étant donné nos conditions. Seulement, les gars ne voulaient pas en rester là. Ils désiraient se rendre massivement en délégation à la direction le samedi.

C'est alors qu'un délégué C.G.T. est entré en scène et nous a tenu des propos incroyables. Ecoutez-le : « Réfléchissez : rentrez plutôt chez vous. Quoi de plus naturel, de plus humain, que de retrouver sa famille ? Prenez l'exemple d'un gars — et je sais que c'est le cas d'un d'entre vous — qui habite loin d'ici. Il a trois enfants, sa femme est malade. N'est-il pas plus juste qu'il rentre chez lui plutôt que d'aller manifester ? »

Est-ce là le langage d'un vrai syndicaliste qui se doit d'être, avant tout, mobilisateur ? Quand on connaît les sacrifices qu'impose la lutte de classe, la vraie, est-ce trop demander que d'appeler à sacrifier un weekend pour aller manifester ? Surtout que c'était bien là le désir des gars ! Que c'étaient des paroles combatives et appelant à l'action qu'ils espéraient entendre. Au lieu de cela, on a tout fait pour les démobiliser, les diviser. Une partie des grévistes a quand même tenu à aller

manifestar devant la direction, puis au ministère. Avec un autre langage, c'est tous qui auraient pu venir et imposer la victoire qu'on n'a pu arracher.

Quant au délégué fédéral, nous ne l'avons plus revu depuis ce jour, il y a plus de deux semaines déjà !

Malgré notre grève, malgré notre manque d'expérience syndicale, malgré la difficulté de notre lutte qui provient du fait que nous ne nous connaissons que depuis dix jours seulement. En agissant ainsi, n'espère-t-il pas étouffer le souffle de notre lutte avant qu'il ne devienne tempête ?

Alors voyez-vous camarades, nous ne dénonçons pas la ligne de collaboration de classe et le comportement de ces représentants pour le plaisir. C'est de nos luttes, du sort de nos revendications qu'il s'agit, de leur victoire ou de leur échec !

C'est pourquoi nous devons inlassablement divulguer les idées justes de la lutte classe contre classe. Postiers de faibles ressources, nous sommes nombreux. Organisons-nous solidement pour porter le plus de coups possibles au grand capital et à son administration !

Correspondant H.R.

# CLASSE CONTRE CLASSE

## 4 jours de grève à Rhône-Poulenc (Vitry)

Depuis la rentrée de septembre à l'usine, le mécontentement est grand. L'embauche a cessé depuis plus d'un an, et les départs surtout chez les ouvriers sont nombreux.

Résultat : toujours autant de boulot à faire sinon plus, avec moins de personnel. Des mutations d'un service à l'autre, « pour boucher les trous », avec des pertes de salaires (pertes de primes diverses) allant jusqu'à 200 F.

C'est au sujet des salaires que le mécontentement est le plus grand. Les augmentations patronales sont loin de suivre celles des prix. Aussi, la revendication principale dans l'usine, c'est : 200 F pour tous, revendication commune depuis avril aux sections syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. Le bureau de la section C.G.T. après avoir longtemps défendu les augmentations en pourcentage, comme les cellules du P.C.F., s'était plié au désir de la majorité des travailleurs et de ses syndiqués.

Après le débrayage pour la journée du 7 juin (environ 1 200 grévistes), l'engagement était pris par les grévistes et les sections syndicales d'engager l'action à la rentrée.

Un certain nombre d'actions, grèves ou débrayages, dans d'autres usines du trust ont été à l'origine de notre lutte.

Le 12 octobre, l'usine de Phalampé, dans l'Est, se mettait en grève illimitée avec des revendications proches des nôtres : 100 F pour tous notamment. 90 % des salariés de cette usine étaient grévistes. Le 16 octobre, la direction convoque sur le champ les organisations syndicales du trust pour une commission paritaire où elle propose : 30 F d'augmentation pour tous, 8 % d'augmentation des minimums garantis, une prime de vie chère de 180 F pour le seul mois d'octobre et une proposition de contrat de progrès pour 1973.

Ce qui se traduit par : augmentation maximum de 30 F pour les ouvriers et augmentation allant de 70 F à 200 F ou plus à partir du coefficient 350 !

Ces propositions patronales prouvent que la direction reculait, et vite, devant la grève dans une des usines et qu'elle cherchait à éviter une extension de la lutte.

Conclusion pour les travailleurs : il fallait agir de suite. Le poids du réformisme, le manque d'unité sur l'analyse de la situation dans les sections C.F.D.T. et F.O., l'hostilité des dirigeants de la section C.G.T. à toute action immédiate au niveau de l'entreprise ont empêché le déclenchement de l'action à ce moment. Des assemblées générales sur le temps de travail, le lundi 23, auxquelles la C.G.T. refusait d'appeler, allaient permettre à des travailleurs combattifs d'exprimer leurs griefs et leur volonté d'agir :

— « 30 F, ce n'est pas assez, les patrons ont eu un peu peur, il faut battre le fer quand il est chaud. »

— « C'est encore les ouvriers qui sont les dindons, puisque c'est eux qui touchent l'augmentation minimum. »

— « Chalampé était en grève depuis quatre jours, les organisations syndicales n'ont pas réagi, mais les patrons les convoquent et, sans prendre la peine d'informer ou de consulter les travailleurs, les dirigeants courent à la commission paritaire ! »

— « Devant les travailleurs, les sections syndicales sont d'accord pour une plate-forme revendicative commune : 200 F pour tous, échelle mobile, retraite à soixante ans, et, une fois dans le bureau du patron, les représentants C.G.T. défendent autre chose (augmentation de la valeur du point hiérarchique ! ) »

Devant ces réactions, les sections C.F.D.T. et F.O. prirent la décision de

faire de la « journée nationale » du 26 un point de départ de l'action pour nos propres revendications. Après de longues intersyndicales, la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. appellent en commun à une grève de vingt-quatre heures pour le 26 :

« Le 26 octobre, nous appelons les travailleurs à débrayer et à participer massivement au rassemblement devant la porte de l'usine, au cours duquel nous déciderons des formes de la reconduction de l'action. »

### LA GREVE

Le matin du 26, nous sommes environ 400 devant la porte, à peu près autant de grévistes sont restés chez eux. Après l'appel à la manifestation, on passe au vote pour la reconduction de la grève le lendemain, pour nos revendications : 200 F, échelle mobile, retraite à soixante ans. Les trois quarts sont pour, et surtout les ouvriers de fabri-



Les grévistes de Rhône-Poulenc rassemblés à la porte de l'usine.

cation (qui ne représentent que 50 % du personnel). Aussitôt, les responsables C.G.T. crient à l'aventure, à la division, insultent des militants C.F.D.T. ou F.O. et même des travailleurs : ils révèlent immédiatement de cette façon qu'ils n'avaient aucune intention sérieuse d'impulser la lutte à partir du 26. Ce qui comptait pour eux, c'était d'entraîner le maximum de travailleurs au défilé-promenade ce jour-là et c'est tout.

Le lendemain matin, nous sommes à nouveau 400 devant la porte : c'est positif, compte tenu que la C.G.T. appelle à ne pas rejoindre les grévistes, certains délégués viennent même chercher quelques-uns des grévistes C.G.T. pour les faire rentrer. Certains des grévistes de la veille sont rentrés mais des nouveaux sont là parmi nous, ce qui confirme ce que nous pensions : de nombreux travailleurs combattifs ne sortent pas pour une grève nationale sans lendemain mais sont là quand l'action a des chances d'aboutir. Nous manifestons dans Choisy et à l'assemblée générale ; la poursuite de la grève est décidée pour le lundi. Parmi les grévistes, il y a déjà trois délégués C.G.T. (ouvriers) et une quarantaine de syndiqués C.G.T. (majorité d'ouvriers). A midi, plus de 200 grévistes sont revenus discuter à la cantine pendant plus de deux heures avec leurs camarades de travail non grévistes pour les convaincre de nous rejoindre. La poignée de responsables C.G.T. est pâle, cherche à éviter les grévistes, se fait prendre à partie par

les travailleurs grévistes qu'elle traite de minoritaires, aventuristes, etc.

Le lundi, nous sommes 600 devant la porte. Notre grève se développe ; nous manifestons à nouveau pour aller en assemblée générale et, à la cantine, ce sont 400 grévistes qui sont là pour parler avec leurs camarades de travail. Nous appelons les non-grévistes à débrayer à 14 heures et à nous rejoindre à un meeting devant la porte. Parmi nous, il y a maintenant une centaine de syndiqués C.G.T., et un secteur de l'usine (Vitry-Nord), à l'appel des militants de ce syndicat, est à 50 % dans la grève. Dans certains ateliers, les grévistes sont largement majoritaires. A 14 heures, la majorité des 800 personnes présentes décide la reconduction de la grève pour le lendemain. Nous sommes à un moment décisif de la grève car une bonne partie des grévistes comptait sur un ralliement de la section C.G.T. Ralliement qui effectivement aurait donné un coup de pouce

tirer ensemble le bilan de notre grève et envisager l'avenir.

### LES RAISONS DE LA REPRISE

Au sein des grévistes, l'illusion sur le ralliement possible de la section C.G.T. n'a pas été suffisamment combattue et la majorité des camarades, le mardi, pensait qu'il était impossible d'aller plus loin dans ce ralliement. C'était à notre avis une erreur car de toute évidence notre grève s'était développée contre l'action démobilisatrice des dirigeants C.G.T.

A l'intérieur, nous n'avons jamais rencontré de réactions hostiles à notre grève mais au contraire beaucoup de camarades qui nous suggéraient gentiment de les « obliger à rester dehors ».

### LES ENSEIGNEMENTS POSITIFS

1° La détermination et la combativité des grévistes, surtout des ouvriers de fabrication, qui se sont organisés et mobilisés massivement pour :

- Prendre des décisions collectives ;
- Discuter avec les non-grévistes, distribuer les tracts.

Pendant ces quatre jours de grève : sans occupation, la majorité des grévistes a passé plus de temps à l'usine que pendant le travail.

2° L'obstacle principal au sein de la classe ouvrière aujourd'hui : le révisionnisme, qui sur le plan syndical se traduit par le sabotage, l'étouffement des luttes a été nettement isolé aux yeux des travailleurs, y compris les non-grévistes. Nul doute qu'à cette occasion un certain nombre d'ouvriers d'avant-garde vont rejeter cette influence et rejoindre le combat des marxistes-léninistes pour redonner à la classe ouvrière confiance dans ses propres forces et dans son rôle dirigeant pour la révolution socialiste en France. La participation d'environ un tiers des syndiqués C.G.T. dont des délégués ouvriers est la preuve d'une prise de conscience anti-révissionniste et c'est la preuve aussi que la lutte de classe traverse toutes les autres organisations syndicales sans exclusion.

### LES ERREURS

La principale a été de ne pas élire dès le début la direction de la grève : le comité de grève. Ce qui n'a pas permis à un noyau dirigeant émanant directement des grévistes d'orienter collectivement notre grève et de mener la lutte au sein des grévistes contre la démobilisation et les diverses illusions. Sans direction élue et unie, notre grève a évolué d'une façon spontanée en fonction du « moral » de tel ou tel militant.

### CE N'EST QU'UN DEBUT, CONTINUONS LE COMBAT !

Après un peu de découragement le mardi, tous les grévistes sont aujourd'hui confiants car ils se rendent compte que leur action n'est pas terminée, la mobilisation demeure intacte et la combativité dans certains ateliers en est le témoin.

Les conditions de vie de la classe ouvrière se dégradent, c'est la réalité. Du mécontentement naît la volonté de combattre contre nos exploités, c'est la réalité. Ceux qui s'efforcent au sein de la classe ouvrière de briser ce combat, de l'étouffer dans l'œuf, sont des alliés de la bourgeoisie, des patrons, ils seront balayés, c'est la réalité.

Les Marxistes-Léninistes de l'usine.

# DANS LES ENTREPRISES

Mines de potasse d'Alsace :

## 8600 mineurs en grève depuis le 26 octobre

8.600 mineurs de potasse en grève depuis le 20 octobre !

Tout a commencé par une grève d'avertissement de 24 heures lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour :

— 5 % d'augmentation des salaires ;

— 1.000 F de prime de fin d'année ;

— l'extension de la mutuelle et l'égalisation des avantages en nature pour le personnel ;

— l'instauration de la grille unique ;

— 4 jours de repos supplémentaires pour 1973 ;

— la garantie de salaire en cas de changement d'emploi.

L'action n'ayant pas abouti, le comité de grève (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., F.O.) a lancé une nouvelle grève de 48 heures. Ces deux mouvements furent d'ailleurs diversement suivis. C'est normal, les travailleurs en ont assez d'être entraînés de grévete en grévete sans jamais de résultat ! On comprend alors pourquoi dès le 25 octobre, le mouvement se durcissant, la grève fut totale ! Les travailleurs ont appris depuis longtemps que les patrons n'ont pas peur des « avertissements », et que la classe ouvrière, lorsqu'elle se bat, va jusqu'au bout ; à quoi sert de

s'épuiser et d'épuiser son énergie dans des mouvements sans suite ? Ne vaut-il pas mieux un seul mouvement dur qui aboutit ? D'ailleurs, après 2 semaines de grève, le patron n'a toujours pas cédé, prétendant un soi-disant « déficit ».

250 mineurs des mines de potasse sont allés jeudi à Paris pour rencontrer le Président de « l'Entreprise Minière et Chimique » qui n'a rien voulu savoir, et le Ministère du Développement industriel et scientifique où on leur déclara ne pas connaître assez bien le dossier (!)

Les mineurs scandaient « Martin démission » et « Pompidou à la mine » ; ils sont revenus de Paris encore plus déterminés à poursuivre et à durcir leur mouvement.

Les 600 ouvriers employés par les entreprises privées travaillant en sous-traitance pour le compte des M.D.P.A. (mines de potasse d'Alsace) en chômage forcé, se sont joints eux aussi au mouvement avec leurs propres revendications ; d'une part, ils exigent le paiement intégral du chômage forcé et d'autre part, ils tiennent à bénéficier des conventions collectives de la métallurgie, la garantie de l'emploi et une augmentation de salaire ; ils sont en effet obligés de faire des semaines de 60

à 70 heures de travail pour avoir des salaires convenables !

Vive la lutte des mineurs de potasse d'Alsace !

Solidarité avec leur grève courageuse !

Correspondant H.R.

Information de dernière heure : Ce matin le directoire des MDPA reçoit l'ensemble des représentants du personnel. Pour soutenir les mineurs en grève : « Fonds de solidarité mineurs n° 28273140 CMDP Nittelshheim ».



Le 9 novembre, 5.000 manifestants à Mulhouse.

## ALCATEL - C. G. E. : TÉMOIGNAGE

Camarades,

Je viens vous parler d'un problème qui s'est déroulé à Alcatel Grafenstaden (Bas-Rhin) en janvier 71.

Après 11 mois et demi de travail dans cette société, un bonze de la C.F.T. — entre autres chef de service — me licencia pour « faute grave », parce que je lui avais dit qu'il était un menteur. J'avais dénoncé les crimes du capital : un camarade ouvrier travaillant à la fonderie avait été tué par l'explosion d'un four de fonte en fusion. J'ai dénoncé cela dans un tract clandestin, et un comité s'est formé pour dénoncer le patronat et son suppôt la C.F.T., mais aussi pour protester contre le mutisme de la C.G.T. et des révisionnistes.

La C.G.T. m'a laissé tomber parce que j'étais un militant qui ne se soumettait pas à la ligne de la clique révisionniste de Marchais-Séguy, et on m'a refusé la carte syndicale. Bien plus, dans un tract C.G.T. information, le secrétaire de l'U.S.T.M.-C.G.T. du Bas-Rhin, M. Bauer, me dénonça en public comme ayant été exclu du P. « C. » F. pour mes actes « aventuristes et inconsiderés ». Alors qu'en fait j'ai démissionné du P. « C. » F. en 1965 et que toute la cellule « Rosenberg » des Basses Terres Thionville (Moselle) suivit en bloc.

Puis je travaillais à Annecy. Lors des grèves de l'usine Alcatel d'Annecy, la C.G.T. ne voulut pas s'associer à la grève ni soutenir nos camarades en lutte. Etant responsable départemental de la Commission Jeune C.G.T., j'ai fait circuler une série d'information sur la grève, je suis entré en liaison avec les grévistes et j'ai déclenché des mouvements de grève par atelier ainsi qu'une collecte de soutien aux familles des grévistes. C'est à la suite de ces actions qu'un chien C.F.T., fidèle serviteur du patron, me licenciait, en même temps que la C.G.T. m'excluait !

Les bonzes C.G.T., Riebel, secrétaire de la C.G.T. Alcatel de Grafenstaden et Bauer, secrétaire de l'U.S.T.M.-C.G.T., ont serré les mains galeuses de la C.F.T. et du patronat. Ce sont des collabos en puissance et des briseurs de luttes.

A nouveau licencié, cette fois de la Société Westinghouse « Ascenseurs », je réclamaï le soutien d'un délégué C.G.T. de Westinghouse Villeneuve-la-Garenne. Il me répondit qu'il ne pouvait pas s'occuper de moi tout de suite « à cause de la fête de l'Huma » (blanche). Il se contenta de m'envoyer dans une boîte intérimaire où il est un responsable !

Et ces beaux messieurs les révisionnistes s'imaginent pouvoir tromper encore les travailleurs ! Cela est à dénoncer. Que tous les travailleurs prennent conscience qu'ils sont les dupes des révisionnistes qui collaborent avec le capital. Les preuves, nous en voyons chaque jour.

Seule la lutte des travailleurs unis paiera !

Tout ceci pour dire que les négociateurs autour d'un tapis vert, ça ne donne jamais rien ; les parlottes non plus ; les meetings paisibles, les grèves de 1/4 h, 1 h ou 24 h c'est du pareil au même.

Les patrons, il faut les faire céder de force.

Il n'y a pas de miracles : ou bien les travailleurs se laissent exploiter, subissent brimades, licenciements, cadences infernales ; ou bien par la lutte classe contre classe, ils imposent aux exploiters leurs revendications, leurs aspirations.

Travailleuses et travailleurs d'Alcatel Vélizy et d'ailleurs, tous unis, nous vaincrons ! Isolés, nous ne pouvons rien.

Vive la lutte classe contre classe ! Refusons de jouer le jeu des politiques révisionnistes qui dirige la C.G.T. !

A bas la société exploiteuse et ses valets !

Un lecteur d'H.R.



Les mineurs bloquent la circulation. Un provocateur fonce dans les manifestants et renverse un mineur.

ALBANIE : VI<sup>e</sup> Congrès de l'Union de la Jeunesse (23-26 Octobre 1972)

# ILS BATISSENT UN MONDE NOUVEAU

Ils sont 1.600 délégués, élus par les 300.000 membres de l'U.J.T.A. (Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie). Ils sont venus des quatre coins du pays pour représenter à ce VI<sup>e</sup> Congrès les centaines de milliers de jeunes albanais. Les plus jeunes ont 14 ans, les plus âgés 26... Ils sont venus de ces plaines, de ces montagnes, de ces villes qui furent, voici 30 ans, autant de « maquis » et de bastions inexpugnables contre lesquels le colosse hitlérien s'est cassé les dents — et qui, aujourd'hui, sont des nouveaux champs de bataille, où s'élèvent les combinats géants, où s'étendent à perte de vue des champs aujourd'hui fertiles...

Ils sont pleins d'ardeur et d'enthousiasme : ils sont à l'image de cette jeunesse d'Albanie, éduquée dans l'esprit révolutionnaire par le Parti du Travail et le camarade Enver Hoxha — cette jeunesse merveilleuse qui est une force vitale de l'Albanie d'aujourd'hui — cette jeunesse intrépide qui, sans cesse stimulée par le Parti et par Enver n'hésite pas à balayer les vestiges du vieux monde réactionnaire, à bousculer les vieilles idées et les déviations bureaucratiques — cette jeunesse tournée vers l'avenir, vers le soleil radieux du communisme.

## UNE JEUNESSE INTERNATIONALISTE

Ils sont fiers, parce qu'ils mesurent le chemin parcouru par leur peuple depuis 28 ans — mais ils ne sont pas pour autant satisfaits, car ils savent que la route est encore longue qui conduira au communisme, et que plus de deux milliards d'hommes vivent encore sous le joug de l'oppression impérialiste. Ils savent qu'ils leur faut soutenir leur lutte, et ils y sont décidés !

Dans le salut qu'il a présenté au Congrès au nom du Comité Central du P.T.A., Ramiz Alia a dit :

« La jeunesse albanaise considère que sa propre lutte est étroitement liée à tout le mouvement révolutionnaire de la jeunesse dans le monde et elle la mène dans ce sens. Elle considère aussi sa propre action révolutionnaire comme une contribution à la grande action révolutionnaire de toute la jeunesse dans le monde et elle la poursuit dans ce sens. Voilà pourquoi elle tient la mise en œuvre des enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha, l'accomplissement des tâches qu'elle fixera ce Congrès, pour un grand devoir internationaliste. »

Ils ont salué avec enthousiasme les représentants de la jeunesse chinoise, de la jeunesse du Vietnam, du Laos et du Cambodge comme les 30 délégations de jeunes venues des cinq continents. Quand nous autres, venus de France, nous bavardons avec quelques-uns d'entre eux, ils parlent aussitôt de la Commune de Paris, des traditions révolutionnaires du prolétariat et du peuple de France, de mai 68. Car, eux, ils savent. Sur les bancs de l'école, on leur a enseigné ce que la bourgeoisie cache avec tant de soin aux jeunes de notre pays, on leur a appris l'histoire révolutionnaire de notre peuple.

Ils sont nos frères de combat !

À la tribune du Congrès, comme dans les commissions où le débat c'est animé, ils ont parlé fièrement des réalisations assurées par la Jeunesse d'Albanie. Légitime fierté !

## LE DROIT AU TRAVAIL ET A L'ÉTUDE

Les jeunes de 16 à 30 ans représentent la majorité de la population active — surtout de la classe ouvrière. Dans certaines usines, ils consti-

tuent jusqu'à 80 % des effectifs ! Ces usines, qui appartiennent au peuple, sont aussi les usines de la jeunesse. Non seulement les jeunes reçoivent un salaire égal pour un travail égal, mais ils occupent de très nombreux postes de responsabilité : ils ont toute possibilité de faire des propositions pour mécaniser le travail et faire avancer la révolution technologique, pour améliorer la gestion démocratique de l'usine, de suivre des cours à la filiale locale de l'Université, etc.

Cette jeunesse vit dans un pays

libre et socialiste, où l'exploitation de l'homme par l'homme n'existe plus. La jeunesse albanaise jouit du droit effectif au travail et à l'étude.

Tout jeune qui sort de l'école, à quelque niveau que ce soit, est assuré de trouver un travail correspondant à sa formation et à ses capacités. Il n'y a aucun chômeur en Albanie socialiste. En 1972, 85 % des jeunes ouvriers et paysans d'âge post-scolaire suivent des cours de divers degrés tout en travaillant. Voilà bien une des plus grandes conquêtes de la révolution prolétarienne

en Albanie, pays naguère encore illettré.

Ainsi chaque jeune connaît la sécurité matérielle : il peut alors se consacrer pleinement et librement à diverses activités sociales, politiques, artistiques — animé du grand idéal du socialisme et du communisme.

## PARTICIPATION ACTIVE AUX AFFAIRES POLITIQUES

La place et le rôle qu'occupe la jeunesse dans un pays dépend en premier lieu du caractère du système en vigueur dans ce pays. En France, la jeunesse — et surtout la jeunesse ouvrière — est une des couches les plus exploitées et les plus opprimées par le capital ! Elle n'a aucun droit, sinon celui d'obéir, de trimer... ou de chômer. Lorsqu'elle prend la parole ou qu'elle revendique, on lui oppose matraques et fusils. Et les révisionnistes du P.C.F. ne sont pas les derniers à tout faire pour essayer de détourner la jeunesse de la lutte de classe.

Rien de tel dans un pays authentiquement socialiste comme l'Albanie - Rudi Monari, le premier secrétaire de l'U.J.T.A., a indiqué dans son rapport d'activité :

« La participation de la jeunesse à l'activité politique, sociale et étatique dès les plus jeunes âges, sert non seulement à résoudre plus rapidement et plus concrètement les divers problèmes qui préoccupent notre Parti, notre Etat et notre société, mais inculque à la jeunesse le sens des responsabilités, lui enseigne l'art du gouvernement, l'arme politiquement et idéologiquement. Et cela est parfaitement naturel. Dans notre régime socialiste, la Patrie appartient tout entière au peuple et à la jeunesse, l'avenir appartient à la jeune génération — et la jeunesse, sous la conduite du Parti, construit de ses propres mains cet avenir radieux et grandiose. »

Sur notre vieux continent, à quelques milliers de kilomètres de la France, des centaines de milliers de jeunes prouvent chaque jour qu'il est possible de vaincre l'impérialisme et le révisionnisme — et de bâtir le socialisme, ce monde nouveau auquel nous aspirons. Leur expérience est pour nous précieuse, leur exemple exaltant !

Vive l'héroïque jeunesse d'Albanie !

Vive le VI<sup>e</sup> Congrès de l'U.J.T.A. !



La pioche pour embellir la patrie socialiste. Le fusil pour la défendre.

## LA SITUATION DE LA JEUNESSE DANS LE MONDE CAPITALISTE

« Le mouvement de la jeunesse et des étudiants a extrêmement ébranlé et effrayé la bourgeoisie et les révisionnistes modernes, qui y voient un sérieux danger. En fait, les jeunes et les étudiants, même du point de vue du nombre, constituent un puissant potentiel révolutionnaire. Ils représentent maintenant plus de 40 % des populations. Aussi la lutte pour rallier à soi la jeunesse est-elle devenue aujourd'hui un des domaines les plus importants de la lutte de classes qui est menée entre le prolétariat et la bourgeoisie, ainsi qu'un des aspects essentiels qui conditionnent le sort de la cause de la révolution et du socialisme. La bourgeoisie a déclenché et elle développe une propagande de grande envergure pour détourner la jeunesse et les étudiants de la révolution, pour paralyser leur esprit révolutionnaire, pour semer la confusion idéologique et politique dans leurs rangs. (...) »

« Les phénomènes odieux et la dégénérescence qui sont les traits caractéristiques du monde capitaliste, connaissent aussi une très large diffusion dans les pays dominés par les cliques révisionnistes. De plus, les rênégats révisionnistes modernes se sont mobilisés pour venir en aide à la bourgeoisie dans ses tentatives de freiner la révolte des jeunes

et de la canaliser dans la voie des revendications « spécifiques » du réformisme et de la légalité bourgeoise. (...) »

« La trahison des révisionnistes modernes a suscité un profond désarroi idéologique dans le mouvement de la jeunesse et des étudiants, elle a soutenu et alimenté la propagation dans ce mouvement d'un bon nombre de courants et de tendances pseudo-révolutionnaires « gauchistes » (...) »

« Mais nous sommes fermement convaincus que leurs tentatives sont vouées à l'échec, que la révolution ne peut être arrêtée, car le développement social, même quand il semble parfois suspendre sa marche ou dévier de sa voie, continue d'avancer, car dans la lutte contre le nouveau, l'ancien est destiné à succomber. »

Dans cette âpre lutte entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution, la jeunesse a besoin d'être comprise, aidée, de manière à être en mesure de déceler et de rejeter les théories et les voies pseudo-révolutionnaires et de connaître et d'embrasser la voie de la véritable révolution prolétarienne et l'idéologie marxiste-léniniste. »

(Extrait du Rapport de Rudi Monari)

# LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

**Octobre 1917 : le tonnerre de la première révolution prolétarienne victorieuse ébranle le monde entier. Un demi siècle plus tard, elle continue de montrer aux prolétaires et aux peuples du monde le chemin de leur libération.**

**Malgré la trahison des dirigeants révisionnistes qui a conduit le pays des glorieux soviets sur la voie de la restauration du capitalisme, ses enseignements demeurent intacts et vivants :**

**Pour briser le joug de l'oppression et de l'exploitation féroces d'une poignée de parasites, il faut que la classe ouvrière unisse autour d'elle**

**tous ceux que la bourgeoisie opprime, pour répondre à sa violence réactionnaire par la violence prolétarienne, lui arracher son pouvoir, briser son appareil d'Etat et instaurer la dictature du prolétariat qui est dictature impitoyable sur les exploités, mais démocratie inégalée pour le peuple. C'est ce que nous rappelle le texte de Staline : « Le caractère international de la révolution d'octobre » dont nous publions ci-dessous de larges extraits (1).**

(1) Les intertitres sont de la rédaction de « L'Humanité Rouge ».

## UN TOURNANT RADICAL DANS L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

La Révolution d'Octobre n'est pas seulement une révolution « dans le cadre national ». Elle est avant tout une révolution d'ordre international, mondial, car elle marque dans l'histoire universelle un tournant radical, opéré par l'humanité, du vieux monde, capitaliste, vers le monde nouveau, socialiste.

Autrefois les révolutions se terminaient d'habitude par la substitution, au gouvernail de l'Etat, d'un groupe d'exploiteurs à un autre groupe d'exploiteurs.

La Révolution d'Octobre se distingue de ces révolutions dans son principe. Elle se propose non de remplacer une forme d'exploitation par une autre forme d'exploitation, un groupe d'exploiteurs par un autre groupe d'exploiteurs, mais de supprimer toute exploitation de l'homme par l'homme, de supprimer tous les groupes d'exploiteurs, quels qu'ils soient, d'instaurer la dictature du prolétariat, d'instaurer le pouvoir de la classe la plus révolutionnaire parmi toutes les classes opprimées qui ont existé jusqu'à ce jour, d'organiser une société nouvelle, la société socialiste sans classes.

C'est précisément pour cela que la victoire de la Révolution d'Octobre marque un tournant radical dans l'histoire de l'humanité, un tournant radical dans les destinées historiques du capitalisme mondial, un tournant radical dans le mouvement de libération du prolétariat mondial, un tournant radical dans les procédés de lutte et les formes d'organisation, dans la manière de vivre et les traditions, dans la culture et l'idéologie des masses exploitées du monde entier.

C'est là la raison pour laquelle la Révolution d'Octobre est une révolution d'ordre international, mondial.

C'est également là l'origine de la sympathie profonde que les classes opprimées de tous les pays nourrissent à l'égard de la Révolution d'Octobre, dans laquelle elles voient le gage de leur libération.

## LE MENSONGE DU « PASSAGE PACIFIQUE » DEMASQUE

On pourrait signaler une série de problèmes essentiels à propos desquels la Révolution d'Octobre exerce son action sur le développement du mouvement révolutionnaire dans le monde entier.

1. La Révolution d'Octobre a tout d'abord ceci de remarquable qu'elle a percé le front de l'impérialisme mondial, jeté bas la bourgeoisie impérialiste dans un des plus grands pays capitalistes, et porté au pouvoir le prolétariat socialiste.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la classe des salariés, la classe des persécutés, la classe des opprimés et des exploités, s'est élevée à la situation d'une classe dominante, gagnant par son



exemple les prolétaires de tous les pays.

C'est dire que la Révolution d'Octobre a inauguré une nouvelle époque, l'époque des révolutions prolétariennes dans les pays de l'impérialisme.

Elle a enlevé aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes les instruments et moyens de production et les a transformés en propriété sociale, opposant ainsi à la propriété bourgeoise la propriété socialiste. Par là même, elle a démasqué le mensonge des capitalistes qui prétendent que la propriété bourgeoise est inviolable, sacrée, éternelle.

Elle a arraché le pouvoir à la bourgeoisie, elle l'a privée des droits politiques, elle a démolit l'appareil d'Etat bourgeois et transmis le pouvoir aux Soviets, opposant ainsi au parlementarisme bourgeois, démocratie capitaliste, le pouvoir socialiste des Soviets, démocratie prolétarienne... Par là même, la Révolution d'Octobre a démasqué le mensonge des social-démocrates qui prétendent que maintenant le passage pacifique au socialisme par le parlementarisme bourgeois est possible.

## LE PROLETARIAT NE PEUT SE LIBERER SANS LIBERER LES PEUPLES OPPRIMÉS

2. La Révolution d'Octobre a ébranlé l'impérialisme non pas seulement dans les centres de sa domi-

nation, non pas seulement dans les « métropoles ». Elle a encore frappé l'arrière de l'impérialisme, sa périphérie, en sapant la domination de l'impérialisme dans les pays coloniaux et dépendants.

En renversant les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, la Révolution d'Octobre a rompu les chaînes de l'oppression nationale et coloniale, dont elle a délivré tous les peuples opprimés, sans exception, d'un vaste Etat. Le prolétariat ne peut se libérer sans libérer les peuples opprimés. Le trait caractéristique de la Révolution d'Octobre, c'est qu'elle a accompli en U.R.S.S. ces révolutions nationales et coloniales, non sous le drapeau de la haine nationale et des conflits entre nations, mais sous le drapeau d'une confiance réciproque et d'un rapprochement fraternel des ouvriers et des paysans des nationalités habitant l'U.R.S.S., non pas au nom du nationalisme, mais au nom de l'internationalisme.

Précisément parce que les révolutions nationales et coloniales se sont faites, chez nous, sous la direction du prolétariat et sous le drapeau de l'internationalisme, précisément pour cette raison les peuples parias, les peuples-esclaves se sont, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, élevés à la situation de peuples réellement libres et réellement égaux, gagnant par leur exemple les peuples opprimés du monde entier.

C'est dire que la Révolution d'Octobre a inauguré une nouvelle époque, l'époque des révolutions colo-

niales dans les pays opprimés du monde en alliance avec le prolétariat, sous la direction du prolétariat...

L'ère est révolue où l'on pouvait en toute sérénité exploiter et opprimer les colonies et les pays dépendants.

L'ère est venue des révolutions libératrices dans les colonies et les pays dépendants, l'ère du réveil du prolétariat de ces pays, l'ère de son hégémonie dans la révolution...

3. Cela signifie tout d'abord que la Révolution d'Octobre a porté au capitalisme mondial une blessure mortelle, dont il ne se remettra plus jamais. C'est pour cela précisément que le capitalisme ne recouvrera plus jamais l'« équilibre » et la « stabilité » qu'il possédait avant Octobre. Le capitalisme peut se stabiliser partiellement, il peut rationaliser sa production, livrer la direction du pays au fascisme, réduire momentanément la classe ouvrière, mais jamais plus il ne recouvrera ce « calme » et cette « assurance », cet « équilibre » et cette « stabilité » dont il faisait parade autrefois, car la crise du capitalisme mondial a atteint un degré de développement tel que les feux de la révolution doivent inévitablement s'ouvrir un passage tantôt dans les centres de l'impérialisme, tantôt dans sa périphérie, réduisant à néant les rapiécages capitalistes et hâtant de jour en jour la chute du capitalisme. Exactement comme dans la fable que l'on connaît : « En retirant la queue, le bec s'embourbe ; en retirant le bec, la queue s'embourbe. »

Cela signifie, en second lieu, que la Révolution d'Octobre a élevé à une certaine hauteur la force et l'importance, le courage et la combativité des classes opprimées du monde entier, obligeant les classes dominantes à compter avec elles, en tant que facteur nouveau et sérieux. Il n'est plus possible aujourd'hui de considérer les masses laborieuses du monde comme une « foule aveugle » errant dans les ténèbres et privée de perspectives, car la Révolution d'Octobre a créé pour elles un phare éclairant leur chemin et leur révélant des perspectives...

L'ère de « stabilité » du capitalisme est révolue, emportant avec elle la légende de l'immuabilité de l'ordre bourgeois.

L'ère est venue de l'effondrement du capitalisme.

## UNE RÉVOLUTION DANS LES ESPRITS AUSSI

4. La Révolution d'Octobre n'est pas seulement une révolution dans le domaine des rapports économiques, politiques et sociaux. Elle est aussi une révolution dans les esprits, une révolution dans l'idéologie de la classe ouvrière. La Révolution d'Octobre est née et s'est fortifiée sous le drapeau du marxisme, sous le drapeau de l'idée de dictature du prolétariat, sous le drapeau du léninisme qui est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. C'est pourquoi elle marque la victoire du marxisme sur le réformisme, la victoire du léninisme sur le social-démocratie, la victoire de la III<sup>e</sup> Internationale sur la II<sup>e</sup> Internationale.

# Budget de l'Intérieur, Budget de fascisation

Le 7 novembre a été adopté le budget du ministère de l'intérieur. Comme c'est le cas chaque année depuis 1968, il est cette fois-ci encore en forte augmentation : par rapport à celui de 72 il est en hausse de 19 %. En 1973, Marcellin annonce l'embauche de 5.000 nouveaux flics. En 5 ans les effectifs policiers ont augmenté d'au moins 20 %. Et il en est qui trouvent que c'est insuffisant ! De l'U.D.R. aux députés P. « C. » F. en passant par les socialistes et autres républicains indépendants tout ce petit monde réclame à qui mieux mieux plus de flics.

Mais ce qui retiendra surtout notre attention ce sont les mesures annoncées par Marcellin, mesures dont le caractère fascisant est clair.

Depuis 5 ans, Marcellin a entrepris une réorganisation méthodique de la police afin de la rendre capable d'exercer au mieux un rôle terroriste le moment venu. Les mesures que nous allons examiner sont donc à ajouter à toute une série d'autres.

La plus importante est la mise en place sur l'ensemble du territoire du système de « l'ilotage ». Ce système a été expérimenté sous l'occupation et en Algérie. En quoi consiste-t-il ? Chaque ville est découpée en secteurs réduits de quelques blocs d'immeubles, usines, etc. C'est un îlot. A chaque îlot est attaché un ou plusieurs flics qui sont constamment présents dans le secteur. Leur

rôle : connaître ce qui se passe, se dit, dans le secteur en question. Il s'agit d'un quadrillage étroit de la population, d'une organisation systématique de l'espionnage policier pour détecter les éléments révolutionnaires ou tout simplement ceux qui s'opposent à la politique du pouvoir.

Ce système de « l'ilotage » a été employé par tous les régimes fascistes. Rappelons qu'en Allemagne existait le système des responsables de blocs d'immeubles dont le rôle consistait à déceler les opposants.

*Autres mesures* : les brigades spéciales de nuit qui sillonneront les villes ; la création de groupes motocyclistes qui quadrilleront les villes de nuit ; les C.R.S. opéreront désormais des contrôles de façon systématique la nuit.

Enfin Marcellin a annoncé la création de groupe « anti-terroristes » répartis sur tout le territoire, prêts à intervenir 24 h sur 24.

Marcellin devait clore la présentation de ces mesures en déclarant : « dans l'action, nous nous rappelons à la fois que la République doit se défendre contre ses ennemis et que l'esprit républicain est la paix et la modération ».

Mais « l'ilotage », le quadrillage, les groupes d'intervention ne sont-ils pas plutôt des préparatifs de guerre civile, de terrorisme ?

Et « l'esprit républicain » dont parle Marcellin n'est-il pas plutôt un esprit fasciste ?

## Martinique :

# Un patron colonialiste frappe

Vingt-cinq ouvriers jetés à la rue du jour au lendemain ! C'est le résultat des malpropretés de « Jean-Pierre Marie » (J.P.M.), entreprise française de soudure (Lamentin bananeraie).

Parce que les ouvriers de la J.P.M. qui connaissent leurs droits exigent :

1° Le montant exact de leurs salaires au 1<sup>er</sup> de chaque mois, comme prévu au protocole d'accord de l'entreprise ;

2° La prime de vacances (25 % du salaire mensuel) prévue à la convention collective ;

3° Six jours d'allocation pour cinq jours de travail ;

4° La sécurité et l'hygiène dans l'atelier (extincteur, tablier, gants, etc.).

Le 2 octobre, les ouvriers déclenchent une grève. Pour toute réponse, le directeur, Viossat, un Blanc, licencie le secrétaire du syndicat.

Devant la fermeté des ouvriers, Viossat est forcé de réintégrer leur camarade et promet par écrit de payer.

Les ouvriers reprennent le travail et donnent à Viossat quarante-huit heures de délai.

A l'expiration du délai, Viossat prend la fuite. Le lendemain, les ouvriers trouvent l'entreprise fermée et protégée par trois cars de gardes mobiles. Les ouvriers ne répondent pas à la provocation. Mo-

bilisés au sein de l'Union syndicale des ouvriers soudeurs de la J.P.M., ils exigent :

— Ou bien la réouverture immédiate de l'entreprise avec la satisfaction de toutes leurs revendications.

— Ou bien le paiement de toutes les indemnités en cas de fermeture définitive.

Camarades ouvriers, cultivateurs, intellectuels honnêtes, soyons tous solidaires des ouvriers de la J.P.M. Soutenons leur lutte contre les patrons rapaces.

Nous ne devons en aucun cas permettre que les patrons-vermines triomphent parce que les enfants des grévistes ont faim.

Nous devons montrer aux colonialistes français, aux gros patrons et à leurs valets que nous avons assez de ces entreprises impérialistes qui viennent sucer le sang des ouvriers et qui les rejettent lorsqu'ils réclament la reconnaissance de leurs droits et de leur dignité.

Saluons la combativité des ouvriers de la J.P.M. !

Soutenons-les fermement ! Fok nou solidè !

G.A.P.  
(Groupe d'action prolétarien).

# NIXON, LE MAL-ÉLU

A en croire la grande presse réactionnaire, il s'agit d'un triomphe : « Raz de marée pour Nixon », proclamait l'énorme manchette de « France-Soir ». Et tous ses compères, de « L'Aurore » au « Figaro », de lui faire largement écho en applaudissant à grands cris la réélection du chef de file de l'impérialisme américain.

Mais, au-delà du tapage entretenu par les journaux du capital, que signifie cette réélection ?

Tout autre chose que ce qu'on voudrait nous faire croire. Derrière les 61 % de voix en faveur de Nixon, si complaisamment mises en avant, il se cache une réalité bien différente. Sur 140 millions d'Américains en âge de voter, moins de 46 millions ont voté Nixon. Plus de la moitié d'entre eux ont refusé la grossière mascarade électorale qui fait du président U.S., élu grâce à un système particulièrement aberrant, le roi des tricheurs.

La réalité toute âcre, c'est que Nixon, comme son compère Pompidou, est un président élu avec moins de 35 % des voix.

L'« autre Amérique », celle des millions de Noirs féroceusement exploités, celle des minorités mexicaines, portoricaines, indiennes opprimées, celle des 20 millions de « petits Blancs » qui

vègent dans la misère, l'Amérique des ghettos et des taudis, des salaires au rabais, celle des progressistes qui dénoncent la sale guerre qu'on prétend mener au Vietnam, en leur nom, n'a que faire des promesses mensongères de Nixon. Il y a trop longtemps qu'elle a fait l'expérience de leur hypocrisie.

A la veille même des élections, Nixon avait, une fois de plus, solennellement promis la paix. En fait, durant la seule semaine où elles se sont déroulées, ses « B52 » déversaient 12 000 tonnes de bombes au Vietnam, sur la seule zone démilitarisée, 1 500 tonnes de matériel étaient livrées chaque jour à l'armée fantoche de Saïgon, plus de 7 000 hectares de forêts et de rizières étaient dévastés.

Voilà le visage de la réalité du nouveau mandat du chef des assassins du Pentagone, élu il y a quatre ans sur la promesse de cesser son agression contre les peuples d'Indochine.

Nixon se vante de pénétrer dans le clan des présidents élus avec plus de 60 % des voix. Qu'on s'en souvienne : ce fut aussi le cas de son prédécesseur Johnson, contraint, quatre ans après, à une retraite ignominieuse. Si Nixon s'obstine encore à refuser de reconnaître sa défaite au Vietnam, les peuples d'Indochine sauront lui infliger un échec plus honteux encore !

## SOUTIEN TOTAL aux RÉFUGIÉS BASQUES

Le sinistre Marcellin vient de prendre ces derniers temps plusieurs mesures d'expulsion contre des Basques espagnols réfugiés en France pour échapper à la répression fasciste de Franco. Qui plus est, quatre d'entre eux viennent d'être condamnés à des peines de prison fermes (de plusieurs mois). Quant aux grévistes de la faim qui à Bayonne poursuivent depuis le 27 octobre leur grève de protestation, la police de Pompidou est intervenue contre eux.

Tous ces méfaits honteux illustrent la collaboration du bourreau Franco avec les dirigeants capitalistes français. C'est également un reflet de la fascisation de l'Etat monopoliste qui, de l'avis même des observateurs internationaux, bafoue la Convention de Genève. Celle-ci stipule : « Les Etats contractants n'expulseront un

réfugié se trouvant régulièrement sur leur territoire que pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public... aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté seraient menacées ».

Non seulement Pompidou-Marcellin expulsent des autonomistes basques, non seulement ils en emprisonnent en France même, (mais encore ils permettent à la police franquiste d'opérer en toute tranquillité en territoire français : c'est ainsi que plusieurs réfugiés basques ont été capturés en territoire français.

De tels faits ne peuvent être tolérés !

Soutien total aux réfugiés basques !  
A bas l'alliance criminelle Franco-Pompidou !

# E. 100

EDITIONS DU CENTENAIRE  
B.P. 120 — 75 962 PARIS CEDEX 20

DISTRIBUTEUR DE GUOZI SHUDIAN,

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES DE PEKIN

## NOUVEAUTÉS

— « L'HEROIQUE PEUPLE COREEN » :  
2,40 F (port : 1,25 F)

— « A TRAVERS LES REGIONS LIBEREES  
DE GUINEE-BISSAU » :  
0,70 F (port : 1,25 F)

— « COMBATTANTS D'AVANT-GARDE  
DU PROLETARIAT » :  
0,85 F (port : 0,65F)

# AFFICHEZ H. R.

# S.N.C.F. : Le démantèlement s'accélère

Nous avons dénoncé inlassablement les accords de Grenelle applicables à la S.N.C.F. (procès-verbal du 16-6-68) et l'accord Cadre (11-7-68) sur « les prolongements sociaux de la modernisation » signés par tous les syndicats, sans exception.

Nous avons souligné combien ces accords permettaient « la grande réforme de la S.N.C.F. qui végétait depuis des années, sous forme de projet, dans les tiroirs de différents ministères » (voir brochure supplément « H.R. » n° 25, « Collaboration ou lutte de classes »). Nous disions notamment en parlant de l'article 13 de l'accord de Grenelle :

« Cet article rend tout simplement possible le démantèlement de la S.N.C.F. Les dirigeants syndicaux ne pourront jamais prétendre que leur bonne foi a été surprise puisque cet article a ouvert des négociations immédiates à ce sujet, ce qui a donné le fameux Accord-Cadre signé par tous les syndicats, C.G.T. en tête sous la signature de Moreau-Argalon, le 11 juillet 1968 ».

Nous avons raison de mettre en garde les cheminots contre ces accords. Ils permettaient, en fait, moyennant l'octroi de quelques primes, de réaliser les réformes de structures de la S.N.C.F., exigées par la volonté des monopoles : le DEMANTELEMENT, pour supprimer le monopole ferroviaire et ventiler le transport aux transporteurs routiers privés (certains d'entre eux possèdent aujourd'hui des milliers de camions).

Le 4 novembre 1972, à l'Assemblée nationale, pour la discussion du budget, M. Galley, ministre des Transports, a fait les aveux suivants (« Le Monde » des 5-6 nov. 1972) :

« La mise en place d'une direction commerciale et l'installation progressive de 25 régions autonomes a permis un effort sensible de productivité, puisque :

1° Les effectifs du personnel sont en diminution constante (315 000 agents fin 1968 contre 288 000 fin 1972) ;

2° Le trafic est en hausse. Il est passé de 99 milliards d'unités-kilomètres en 1968 à 108 milliards en 1971 ».

M. Galley, porte-parole des monopoles, afin de placer davantage la S.N.C.F. au service des entreprises privées, a proposé ensuite que :

« soit poursuivi le programme de transfert sur route des services omnibus voyageurs les plus coûteux... » Ainsi les propriétaires privés d'autoroutes à péages n'ont pas fini de faire grossir leur motte de beurre... On leur envoie le client... Aux gros transporteurs routiers privés, on envoie la marchandise. De nouvelles lignes de chemins de fer seront donc fermées en 1973, des établissements concentrés, supprimés, des cheminots mutés, les départs en retraite non remplacés, et les cheminots restant (vieillissant : pas d'embauche de jeunes !) devront accroître encore leur productivité.

Mais les dirigeants syndicaux doivent s'expliquer de leurs trahisons devant les cheminots, il faut qu'ils rendent des comptes pour leurs signatures en 1968. Ceux qui doutent encore de leur réalité peuvent, dans tout établissement S.N.C.F., au bureau du personnel, demander à consulter les textes et les signatures : ils en ont le droit. Les délégués du personnel les possèdent aussi.

Un exemple révélateur :

LE DEMANTELEMENT A PERIGUEUX : Le 26 octobre 1972, M. Hutin, ingénieur-chef de l'atelier du matériel remorqué de Périgueux, faisait ses adieux pour un établissement devenu trop petit pour son grade. Il organisait une réception de collaboration de classe à laquelle il avait invité les délégués.

Les délégués C.G.T. firent une déclaration qu'ils voulaient coura-

geuse : « C'est au titre de délégués du personnel dont nous apportons les doléances que nous répondons à votre convocation. C'est pour cette raison également que notre organisation syndicale ne sera pas représentée dans cette réunion qui prend le caractère d'un blanc-seing destiné à masquer l'échec de vos quatre années (1968-1972) à la direction de notre établissement :

1° Sur les effectifs : du début de l'année de votre arrivée à votre départ, les effectifs sont passés de 1 402 à 960, soit une baisse de 35 % ;

2° Sur la production : juillet 1968 : 200 630 heures, juillet 1972 : 107 941 heures ;

3° Sur la vocation de l'établissement : qui était classé « grand atelier réparateur » et qui à brève échéance sera déclassé en « entretien », affirmation confirmée par le directeur et par l'abandon des travaux importants, plus de RG (révision générale), de GRI (grandes réparations intermédiaires), suppression des ateliers de ressorts et robinetterie, etc. »

Ils ajoutent encore :

« ... Vous saviez bien que cette dégradation permanente de notre établissement avait de grandes répercussions sur l'économie locale... vous avez quand même calqué votre orientation sur la politique de désindustrialisation dictée par le pouvoir, tendant à faire de notre département un désert économique. Vous quittez Périgueux en le laissant dans une situation catastrophique... »

Tout cela est bien dit Messieurs les délégués C.G.T. ! Mais vous constatez quatre ans après ce que nous avions annoncé dès 1968 devant la trahison des Seguy-Argalon-Moreau-Massabieaux !

Il faudrait donc attribuer à chacun ses responsabilités :

1° Celle de M. Hutin : Aviez-vous donc jusque-là des illusions sur sa politique ? Sa mission à Périgueux n'était pas technique, mais de sabrer les ateliers. Il a agi sur ordre des dirigeants S.N.C.F. pour réaliser la réforme des structures, le démantèlement. C'était la politique exigée du gouvernement par les monopoles.

M. Hutin n'a fait que le travail pour lequel il est payé : satisfaire les besoins des monopoles.

2° Celle des dirigeants syndicalistes, C.G.T. compris. Normalement, ils devaient défendre les intérêts des cheminots et de la classe ouvrière, lesquels sont radicalement opposés à ceux des capitalistes, donc à la politique appliquée par M. Hutin. Mais cette politique n'a pu se réaliser que grâce aux accords de Grenelle appliqués à la S.N.C.F. et à l'accord Cadre qu'ils ont signés des deux mains.

Il serait donc temps, délégués C.G.T. de la base, à qui la réalité vient enfin d'ouvrir en partie les yeux, de demander des comptes à vos dirigeants Argalon-Moreau qui vous ont trompé et nous ont trahi, à Périgueux, comme ailleurs.

Faites une autre fois descendre Argalon, et qu'il vienne s'en expliquer à nouveau devant la base ! Mais, s'il se souvient de la fraîcheur avec laquelle il avait été reçu la fois précédente, l'osera-t-il ?

DUBALLAST.

## Assez de grève sans lendemain

Du 13 au 16 novembre, les fédérations syndicales de cheminots appellent les travailleurs du rail à une grève perlée région par région. A l'ordre du jour des revendications de 7 fédérations il apparaît clairement que les intérêts de la masse des cheminots actifs et retraités passent encore en seconde position après les appétits intransigeants des cadres et des hauts dignitaires de la S.N.C.F.

Comme nous l'avons indiqué dans notre brochure « Hiérarchie capitaliste à la S.N.C.F. », depuis de nombreuses années les bonzes des fédérations (quelles qu'elles soient) se rangent systématiquement du côté de la direction lors des négociations.

La S.N.C.F., quand elle est contrainte par la masse des cheminots en lutte, recule et propose toujours le moindre mal pour elle : des augmentations sur la masse salariale, trouvaille célèbre en ce monde capitaliste, ce qui revient en clair à donner le résultat suivant : pour 300 F d'augmentation à un ingénieur hors échelle, un manœuvre touche 15 F à 16 F et un ouvrier environ 20 F.

Nous, cheminots marxistes-léninistes, depuis toujours nous sommes contre ce procédé anti-ouvrier qui consiste de la part de la mafia à la direction des syndicats à gaver les cadres afin de faire une surenchère électorale.

Les pourcentages montrent que c'est 80 % des manœuvres et ouvriers des niveaux E1, E2 et E3 qui font la grève avec toutes les difficultés que cela comportent pour ces camarades.

Nous estimons, nous communistes de l'Humanité-Rouge, que la masse des petites échelles qui tire la charrette des revendications contre la direction rétrograde et le gouvernement des scandales et de la corruption, cette masse a le droit à la parole.

Les revendications de l'ensemble des cheminots doivent être satisfaites :

- pas de salaire inférieur à 1.200 F net pour le manœuvre ;
- les 40 heures tout de suite ;
- embauche immédiate et arrêt des compressions d'effectifs, cessation du passage de travail aux patrons du privé pour les ateliers ;
- pas de retraite inférieure à 1.000 F pour les manœuvres ;

— A bas les augmentations hiérarchisées ;

— abrogation du règlement scélérat.

### POURQUOI UN PREAVIS DE GREVE ?

Les fédérations disent et répètent qu'elles ont usé de toutes les palabres afin de négocier un accord.

La grève d'octobre a prouvé que l'ensemble des cheminots est mécontent : bien que cette grève au départ ait été une grève éteignoir, la masse des cheminots a montré clairement que seule la lutte pouvait faire reculer le pouvoir.

Les syndicats sont devant un fait accompli. Devant la poussée de la masse de nos camarades cheminots, ils n'ont pas pu proposer une grève bidon de 24 heures. Ils ont réussi néanmoins à empêcher un débordement, usant de toutes les astuces afin de faire prévaloir leurs intérêts de renégats : ils ont, pour apaiser les cheminots, proposé une grève perlée. Ils ont peur de la masse !

A la veille de la farce électorale, ressource ancienne de la bourgeoisie, ils démobilisent la classe ouvrière avec des petites grévettes, ceci afin de ne pas effrayer le petit bourgeois susceptible de voter à « gauche », ainsi les revendications de 21

millions de travailleurs passent derrière les ambitions électorales de politiciens qui n'ont plus rien de commun avec la classe ouvrière.

La grande et glorieuse histoire des cheminots de France avec le nom célèbre de Pierre Sémard ne change pas. Les cheminots ne se laisseront pas bernier, ils imposeront leurs justes mots d'ordre, fidèles à la tradition historique ils continueront la lutte classe contre classe.

En avant pour nos revendications camarades cheminots !

Imposons une grève avec occupation des locaux S.N.C.F. !

Plus un train ne doit rouler jusqu'à l'aboutissement de nos justes revendications !

Formons nos comités de grève à la base, unissons-nous, syndiqués ou non syndiqués !

Imposons nos vues aux fédérations, ne nous laissons plus bernier.

Vive le syndicalisme de lutte de classe !

A bas les imposteurs traîtres à la classe ouvrière !

A bas le régime Pompidou, Messier, exploiteur de notre peuple et de la classe ouvrière.

Les cheminots marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge.

## Ecoutez les radios révolutionnaires

### TIRANA

Heures de Paris Long. d'onde en m.

6 h	.....
16 h	.....
17 h	..... sur 31 et 42 m ;
19 h	.....
21 h	.....
22 h	..... sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	..... sur 31 et 41 m.

### PÉKIN

Heures de Paris Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



# La page du travailleur immigré

## le livre algérien

### AUJOURD'HUI L'ALGÉRIE

#### Rencontre Algéro-Chinoise

Le 31 octobre est arrivée à Pékin une délégation du gouvernement algérien conduite par M. Layachi Yaker, Ministre du Commerce.

Après des entretiens placés sous le signe d'une profonde amitié entre les peuples algérien et chinois, un important protocole a été signé entre représentants des deux pays, sur les échanges commerciaux pour l'année 1973, ainsi que sur la coopération économique et technique.

Au cours du banquet d'adieu offert par le Ministre algérien du Commerce, en présence de son homologue M. Pai Siang-Kouo, Ministre du Commerce extérieur chinois, M. Layachi Yaker a notamment déclaré :

« La visite que notre délégation vient d'effectuer en Chine est très utile. Les membres de notre délégation ont constaté de visu la solidarité combattante et l'amitié traditionnelle entre les peuples algériens et chinois. Les membres de la délégation sont très impressionnés par ce qu'ils ont vu partout où ils se sont rendus. La visite dans la Commune populaire « Vert aux quatre saisons » dans la banlieue de Pékin était le moment le plus émouvant, et là, nous avons vu les travailleurs et les travailleuses suivre la voie indiquée par le Président Mao qui est un des plus grands hommes d'Etat de notre temps. Il dirige le peuple chinois pour édifier le socialisme véritable... »

Dans son allocution de réponse, le Ministre chinois Pai Siang-Kouo a notamment déclaré :

« ... Le développement du commerce et des relations de coopération amicale entre la Chine et l'Algérie correspond non seulement aux intérêts des peuples chinois et algériens, mais aussi favorise la lutte anti-impérialiste des peuples afro-asiatiques et des peuples du monde entier... »

Enfin le Ministre Pai Siang-Kouo a prié M. Layachi Yaker de transmettre les salutations cordiales du peuple chinois au peuple algérien. Il a formulé des vœux pour que le peuple algérien remporte de nouvelles victoires sous la direction du Président Boumediène dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, et dans l'édification de son pays.

#### Les travailleurs algériens immigrés en France : EXPULSION A SURESNES

Le 28 octobre, à 5 heures du matin, la police bloque un quartier de Suresnes pour expulser les travailleurs — tous immigrés et en majorité algériens — de l'Hôtel de la Grille dont les murs avaient été rachetés par FIAT-UNIC. Les habitants de l'hôtel ont été embarqués dans un car avec leurs affaires pendant qu'on commençait à démolir portes et fenêtres de l'hôtel.

Ils ont été conduits à Gennevilliers, dans un baraquement à lits superposés. A la vue des lieux, les travailleurs ont unanimement refusé ce taudis et sont retournés à pied à l'hôtel de la Grille. A l'heure ac-

Le livre algérien joue un rôle capital dans la lutte pour la consolidation de l'indépendance nationale, et plus spécialement pour ce que le peuple algérien nomme lui-même « sa révolution culturelle », c'est-à-dire le retour à une culture authentiquement nationale.

Un seul chiffre permet de comprendre l'importance des éditions algériennes, c'est celui de la scolarisation de 2 500 000 jeunes, enfants et adolescents. Naturellement, la culture algérienne est inséparable du retour généralisé à la pratique verbale et écrite de l'arabe, langue authentiquement nationale que le colonialisme s'efforçait de remplacer par le français.

Les ouvrages publiés comportent donc à la fois l'usage croissant de l'arabe et l'usage décroissant du français.

L'édition et la diffusion du livre algérien sont confiées principalement à la Société nationale d'édition et de diffusion (S.N.E.D.), l'Institut pédagogique national (I.P.N.) et le Centre national d'alphabétisation (C.N.A.).

Au cours des années 1970-1971, la Société nationale d'édition et de diffusion a publié 85 titres dont 34 en langue arabe, totalisant 410 000 exemplaires. De son côté, l'Institut pédagogique national a fait imprimer 6 085 571 livres scolaires. Enfin, le Centre national d'alphabétisation a produit un peu plus d'un million d'exemplaires en lecture, langage, vocabulaire et calcul.

Le secteur privé a pour sa part édité 107 titres, totalisant 800 000 exemplaires. Encore faut-il considérer que ce « secteur » n'est pas totalement privé puisque figurent dans ces chiffres les documents édités par différents ministères et administrations politiques ou étatiques.

L'importation de livres étrangers reste importante, mais a été sensiblement réduite sur le plan pédago-

gique, où l'arabisation se développe de manière planifiée et rapide.

La Bibliothèque nationale a acheté 17 000 titres étrangers et contracté 408 abonnements à divers périodiques en 1971. La Bibliothèque universitaire, pour la même période, a acquis 1 500 titres en langue arabe et 7 600 titres en langues étrangères.

A l'occasion de « l'Année internationale du livre » organisée par l'U.N.E.S.C.O., un plan a été adopté par la Société nationale d'édition et de diffusion pour promouvoir la création littéraire, augmenter l'édition et impulser la diffusion. Une intense propagande est organisée et sera poursuivie jusqu'à la fin de l'année 1972, afin de faire faire un grand bond en avant au livre algérien, dans tous les domaines.

A titre de contribution bien modeste à ces efforts de nos frères algériens, nous voulons signaler à l'intention de nos lecteurs algériens et français quelques ouvrages particulièrement intéressants :

— M. Mahfoud Kaddache, professeur à la faculté des lettres d'Alger, a publié plusieurs livres, soit en arabe, soit en français.

« La vie politique à Alger de 1919 à 1939 », écrit en français constitue une véritable somme de renseignements précieux pour tous ceux qu'intéresse l'étude du colonialisme. Le mérite de cet ouvrage tient d'abord à la personne de son auteur, qui est ALGERIEN. Ce fait présente un intérêt capital dans la mesure où l'immense majorité des publications sur l'Algérie était jusqu'ici le fait d'auteurs de nationalité française ou autre, souvent animés de bonnes intentions (encore plus souvent de mauvaises), mais toujours coupés de la réalité algérienne profonde et du psychisme authentiquement national du peuple algérien.

M. Kaddache, esprit progressiste départi de toute haine, de toute ran-

cune et de tout racisme, ce qui l'identifie vraiment à son peuple, apporte d'innombrables éléments concrets permettant de juger sérieusement les erreurs très graves et finalement la trahison concrétisée par la politique imposée par les dirigeants communistes français à leurs homologues « européo-israélo-algériens ». Ce livre peut être commandé à la SNED, 3 boulevard Zirout Youcef à Alger. Il coûte 18 dinars algériens.

— Djilali Sari a publié une plaquette qui contribue à rétablir la vérité historique déformée par les auteurs colonialistes sur « L'insurrection de 1871 ». Ce document nous révèle l'importance considérable de la résistance du peuple algérien à la colonisation.

— Ahmed Akkache, qui fut avant la guerre populaire de révolution nationale membre du secrétariat du Comité central du Parti communiste algérien mais sut adopter en temps opportun de justes positions patriotiques dans le combat national, a écrit « La résistance algérienne de 1845 à 1945 » dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs dans une page entière de notre numéro spécial — Algérie célébrant le dixième anniversaire de la victoire du peuple algérien.

Dès que les éditions-diffusions du Centenaire seront en mesure de diffuser ces excellentes publications algériennes, nous en informerons nos lecteurs.

Nous considérons en effet du devoir internationaliste des marxistes-léninistes de France de s'efforcer de mieux connaître une réalité historique que le colonialisme avait complètement mystifiée et par ailleurs nous tenons à contribuer à la campagne de diffusion du livre algérien en direction même des travailleurs et intellectuels algériens immigrés temporairement en France.

### QUELQUES NOUVELLES D'ALGERIE

La fin du Ramadhan a été fêtée dans toute l'Algérie non seulement dans la joie, mais aussi dans le cadre de l'effort intensifié pour consolider sur le plan économique l'indépendance nationale.

Les cérémonies officielles et diverses organisées quelques jours plus tôt à l'occasion de la célébration de l'Anniversaire du premier jour de déclenchement de la révolution nationale anticolonialiste, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, avaient donné lieu à différents hommages solennels aux innombrables chouchous (martyrs) qui ont consenti le sacrifice de leurs vies pour la victoire de leur peuple.

Du monde entier des messages de félicitations sont parvenus au Président du

Conseil de la Révolution et au Gouvernement Algérien. Outre ceux de la majorité des chefs d'Etats arabes et africains, nous avons noté ceux du premier ministre Chou En Lai pour la République Populaire de Chine, du ministre des Affaires Etrangères de la République Populaire d'Albanie, M. Neati Nase, du ministre des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Vietnam, M. Nguyen Dhu Trinh, ainsi que du ministre des Affaires Etrangères de la République Populaire démocratique de Corée.

A Alger a été annoncée la triste nouvelle du décès du frère Ahmed Chibane, dont la vie entière a été celle d'un militant de la cause nationale de son peuple. Dès avant 1954, il avait été condamné à la prison par les colonialistes français pour son soutien internationaliste aux patriotes tunisiens, alors qu'il était dans l'armée « française » en occupation en Tunisie. Libéré en 1954, il avait aussitôt rejoint le FLN. Arrêté en 1956, il devait passer de nouveau 3 ans dans les prisons colonialistes. Libéré en 1959, il devint l'un des organisateurs des groupes armés notamment à El Biar. Repris, il ne fut de nouveau libéré de prison qu'après la victoire. Il avait été membre du Comité directeur du FLN au sein même de la prison de Barberousse. Depuis 1962, le frère Ahmed Chibane n'avait cessé de militer dans le quartier populaire d'El Biar à Alger.

Dans le cadre de la Réforme agraire en cours a été annoncé début novembre la

répartition de 300 000 hectares de terres entre 19 727 bénéficiaires dans l'ensemble de l'Ouest Algérien.

Par ailleurs, la Commission Nationale de la Réforme agraire a étudié, entre autres questions, l'organisation des coopératives de production.

Enfin, un nouvel organe de presse « pour l'explication de la révolution agraire » a été publié sous les auspices du Ministère de l'Agriculture. Il s'agit de la revue « Terre et Progrès ». Elle a pour objet d'informer le public algérien sur les différentes étapes de la révolution agraire, et d'exposer dans le détail chaque objectif du vaste mouvement entrepris dans le domaine de l'agriculture.

Un incident a marqué une réception diplomatique organisée à Pékin au siège de l'Ambassade d'Algérie. Au moment où le représentant chinois, le premier ministre Chou En Lai assurait l'Algérie du soutien du Gouvernement et du Peuple Chinois à sa légitime revendication concernant la souveraineté nationale des eaux maritimes de la Méditerranée par les nations riveraines (ce qui généralise considérablement les allées et venues des flottes militaires des deux super-puissances américaine et soviétique), les représentants soviétique et des pays de l'Est-Européen soumis à la politique de l'URSS ont grossièrement quitté la réception, en signe de désaccord.

Discussion de nos lecteurs sur notre étude

# FACE AU GAUCHISME MODERNE

Soucieux d'associer le plus grand nombre possible de nos lecteurs à l'élaboration de notre ligne, nous écrivions dans une note placée au début de la brochure « Face au gauchisme moderne » :

« Nous souhaitons recevoir informations, suggestions et critiques de nature à enrichir ce travail, que nous soumettons à nos amis et sympathisants ».

D'ores et déjà, un certain nombre de lecteurs de l'« Humanité-Rouge » ont répondu à cet appel, dans le sens souhaité, c'est-à-dire dans un sens constructif. Cependant, nous considérons que trop nombreux restent

ceux qui ont à coup sûr quelque avis ou critique à nous transmettre et ne l'ont pas encore fait. Aussi, en publiant ci-après plusieurs extraits des lettres reçues, visons-nous à donner une nouvelle impulsion à la discussion, et en même temps à la diffusion d'un document que nous tenons pour utile et efficace dans la bataille idéologique indispensable contre toutes les déformations gauchistes, comme contre les accusations malintentionnées des dirigeants révisionnistes à notre égard (ils mentent à leurs militants de base en prétendant que nous sommes, nous aussi, des « gauchistes »).

## D'ABORD DES RECTIFICATIONS

Un lecteur de Toulouse nous écrit :

« Lecteur régulier de votre journal, je vous fais part des remarques suivantes :

Sur la brochure « Face au gauchisme moderne », concernant le groupe « Lutte ouvrière ».

Ces trotskystes ont appelé au boycott lors du dernier référendum sur l'Europe. Témoins : les quelques affiches de « Lutte ouvrière » collées à cette époque sur les murs de ma ville.

Le titre d'un de leurs journaux à ce moment.

Ce groupe existe à Toulouse ; à l'université, il ne fait guère que vendre sa presse.

Par contre, il diffusait (et doit diffuser encore) régulièrement des bulletins d'entreprise à la S.N.C.F., aux P.T.T., à la S.N.I.A. et à l'hôpital Purpan (entre autres). Ce groupe a

organisé plusieurs meetings qui auraient rassemblé autour de 150 à 200 personnes. L'effectif des militants et sympathisants doit tourner autour de 50... »

Notre lecteur a raison. Quelques erreurs ont été commises en ce qui concerne les positions du groupe trotskiste « Lutte ouvrière ». Mais ces erreurs n'infirmen en rien les conclusions de notre analyse et c'est là évidemment le plus important. L'actuelle position de « L.O. » dans la perspective des prochaines élections législatives atteste du caractère opportuniste de droite de sa ligne et de ses efforts pour s'allier avec les révisionnistes, même si ces derniers ont saboté la diffusion de son journal aux N.M.P.P. (dans ce cas nous condamnons, évidemment, l'action des révisionnistes).

## ENSUITE DES PRECISIONS ET APPRECIATIONS POLITIQUES CONCRETES

Un lecteur de Périgueux nous écrit :

« ... D'une façon générale, je crois que les éléments que la brochure contient étaient nécessaires à la lutte idéologique que doivent constamment soutenir les militants. Il faut peut-être regretter que la rapidité de son élaboration n'ait pas permis de compléter systématiquement les diverses rubriques pour tous les mouvements cités.

Centres d'initiative communiste. Je critiquerai la position trop souple à l'égard de Garaudy, dont il ne suffit pas de dire qu'il est un pape du révisionnisme. Durant des années, cet individu a contribué de façon décisive à pervertir l'action et l'orientation des étudiants tant bien que mal organisés à l'U.E.C., dont il était de fait le théoricien de la tendance dite « italienne ».

Certes, nous devons utiliser les contradictions entre révisionnistes et il est bon de noter que Garaudy présente des analyses de la G.R.C.P. différentes de celles du P.«C.»F. Mais il présentait déjà des idées de cette nature alors qu'il était encore membre du Bureau politique du P.«C.»F. Je pense qu'il convient d'appliquer à d'aussi éminents agents de l'idéologie bourgeoise l'analyse justement définie dans un récent éditorial de « Zeri i populit » :

« Les contradictions et la scission au sein des révisionnistes sont inévitables parce qu'elles trouvent leur source dans la nature de classe et idéologique du révisionnisme. Il ne fait pas de doute que les querelles et les affrontements dans le camp révisionniste deviendront dans l'avenir encore plus âpres et plus profonds.

L'affaire tchécoslovaque fut un rude coup pour toute l'aile prétendue

libérale du révisionnisme moderne et les révisionnistes d'Occident, contraints par les circonstances, furent obligés d'exprimer ouvertement leur consternation pour les aventures militaires du Kremlin.

Désormais, on remarque partout dans le camp révisionniste l'existence de deux lignes principales opposées l'une à l'autre et toutes deux anti-marxistes et contre-révolutionnaires.

La voie à suivre pour détruire complètement le révisionnisme moderne ne peut jamais passer à travers des contacts et des entretiens avec les révisionnistes dissidents sur la prétendue lutte commune contre l'impérialisme et le social-impérialisme soviétique. »

... Alliance marxiste révolutionnaire Cette organisation est une des plus acharnées à proclamer les pseudo-mérites de l'autogestion. Comme ce thème est une démagogie très à la mode, peut-être faudra-t-il dans les mois qui viennent armer mieux encore les lecteurs de l'« H.R. » dans ce domaine.

L'attitude politique de Vigier a été abordée dans le cadre de ce mouvement. Je crois qu'il aurait été bon de situer l'intéressé comme le représentant achevé du mythe « castriste » avec tout ce que cela représente de faiblesse théorique, de naïveté politique, en fin de compte d'opportunisme néo-révisionniste. Cf. son interview dans le numéro 1 de l'édition française de « Tricontinental » (1969).

Cahiers de mai. ... La composante « intellectuelle » de ce groupement a son origine dans la tendance gauchiste non-trotskyste de l'U.N.E.F. des années 64-65 (Kraetz, Mallet, etc.). Ces militants,

généralement passés par l'U.E.C., entretiennent des liens personnels avec les responsables de « Révolution », qui s'étaient opposés à l'adhésion de « la Ligue communiste » à la pseudo IV<sup>e</sup> Internationale...

... Je signale une analyse intéressante parue dans le numéro 20 de juillet 1970 sous le titre : « Le rôle politique de l'enquête »...

L'enquête se veut, au sens fort du terme, un acte politique... Elle est conçue comme un instrument transitoire, l'arme provisoirement la plus efficace... Elle apparaît aujourd'hui comme un point de passage nécessaire et on pourrait presque dire avec un camarade d'un grand pays d'Asie : « qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole ».

Malheureusement les « Cahiers » en sont toujours à cette étape de leur analyse intellectualiste. Dans les conversations en privé, leurs militants reconnaissent et déplorent leur absence du champ de bataille théorique, du soutien aux combats internationaux (le Vietnam ! ) mais il y a je crois de leur part incapacité congénitale petite-bourgeoise à amorcer l'autocritique :

— qui leur permettrait de rallier

autrement que du bout des lèvres le marxisme-léninisme ;

— qui leur ferait reconnaître dans les faits le rôle dirigeant du prolétariat.

Parti socialiste unifié.

Je pense qu'il était indispensable de souligner les origines social-démocrates de cette organisation que certains de ses dirigeants droitières peignurent volontiers du rouge le plus vil pour mystifier les toutes jeunes générations...

... Pour conclure, j'ajouterais que la brochure aurait sans doute gagné en actualité si elle avait pu esquisser une analyse des thèses :

— du courant dit « maoïste » du P.S.U. ;

— du groupuscule animé par des anciens responsables du P.S.U. (Badiou, Terray) : groupe pour la fondation de l'Union des communistes français (marxiste-léniniste)... »

Pour répondre à la dernière remarque de notre lecteur de Périgueux, précisons que tous les groupes se réclamant à la fois du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïste-toung font l'objet d'une étude actuellement en cours de rédaction.

## A PROPOS DES TROTSKYSTES

Un autre lecteur :

« Chers camarades,

Je vous envoie quelques remarques sur la brochure, excellente pour l'essentiel, « Face au gauchisme moderne ».

En effet, elle contient certaines erreurs de détails. Le groupe « Lutte ouvrière » n'a pas appelé à voter « non » mais à l'abstention lors du dernier référendum (cf. titre de couverture de « L.O. » de l'époque : « une seule réponse politique : le boycott ! »). C'est le groupe A.J.S.-O.C.I. qui a appelé à voter non à ce référendum, entrant ainsi totalement dans le jeu de la bourgeoisie pour fayoter auprès des dirigeants révisionnistes.

D'autre part, il semblerait qu'à propos du « Programme commun » il y ait là aussi confusion avec les positions de l'A.J.S.-O.C.I. (exemple : dans notre ville, des affiches O.C.I. appelant il y a quelques mois à un meeting « pour un gouvernement P.C.F.-P.S. »). En effet, les militants

« L.O. » nient catégoriquement soutenir le Programme commun. Rappelons cependant qu'ils ont diffusé un appel national « Pour un programme d'union de tous les travailleurs » consistant à dire aux révisionnistes du P.«C.»F. : si vous acceptez certaines revendications dures, nous sommes prêts à voter pour vous, ce qui consiste à mystifier les travailleurs en estompant le caractère définitivement contre-révolutionnaire des dirigeants révisionnistes.

Il me semblerait utile de reconnaître publiquement ces erreurs contenues dans notre brochure, car nous avons vu les militants de « L.O. » les utiliser largement pour essayer de discréditer notre brochure et nos justes analyses à propos du trotskisme. Nous devons montrer aux trotskistes et à ceux qu'ils influencent que nous n'avons pas peur de la vérité car elle est révolutionnaire et ne peut que condamner l'opportunisme.

Salutations communistes. »

Commandez,

étudiez,

# «Face au gauchisme moderne»

(par notre intermédiaire)

PRIX : 3 F — Ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

Depuis 16 jours, aux « Réparations Navales » de Marseille

# 8000 ouvriers en grève totale

Très nombreux débrayages de solidarité de deux à vingt-quatre heures.

Depuis longtemps, les ouvriers des Réparations navales de Marseille sont mécontents... les patrons rapaces ont trouvé de nombreux moyens pour grignoter petit à petit les acquis des luttes : conditions de travail aggravées, salaires de plus en plus squelettiques pour un rendement de plus en plus élevé, coût de la vie en augmentation constante, etc.

Voici quelques exemples : un O.P.I arrive à faire 1200 F par mois, en travaillant 47 heures par semaine, mais, comme l'explique un O.P.I en grève, « le patron m'envoie souvent sur des chantiers très éloignés, je suis obligé de m'y rendre avec ma bagnole (2 CV) parce qu'il n'y a pas de moyens de transports en commun sur les quais... mais ce bandit ne me rembourse jamais mes frais de déplacement ! Cette voiture, je ne m'en sert que pour venir au boulot et pour me rendre sur les lieux

de travail (à bord)... Tu comprends, tous les frais que j'ai sur cette voiture (essence, vignette, réparations, etc.), c'est pour le patron que je les fais... Normalement, il devrait me la rembourser et me l'entretenir !... »

Un O.S. arrive difficilement, pour 47 heures hebdomadaires, à 1100 F !

Quant aux heures supplémentaires auxquelles les travailleurs sont obligés d'avoir recours, actuellement, pour « joindre les deux bouts », il ne faut pas trop y penser aux Réparations navales : « D'abord, quand on a fait 47 heures dans la semaine, avec le rythme de travail exigé, les risques énormes d'accident (c'est chez nous qu'il y a le plus de mortalité sur les chantiers : explosions à bord, chutes du pont dans les cales, échafaudages branlants, chutes de lourdes pièces d'acier, etc.), on n'a plus envie d'en faire... et même, comme elles doivent être « récupérées »... on doit rester à la maison après... »



au personnel en grève, en attendant l'arrivée de nouveaux bateaux... C'est pourquoi ils cherchent à gagner du temps... Ce qu'il faut, c'est exiger, en plus des autres revendications, le paie-

ment des journées de grève ; ne pas rentrer sans avoir obtenu le paiement intégral des jours chômés... sans cela, ils seront gagnants, même en lâchant une peau de saucisson ! »

## LA GOUTTE QUI FAIT DÉBORDER LE VASE !...

Mettant probablement en application les décisions des Assises du C.N.P.F. (tenues justement à Marseille le mois dernier), où il a été bruyamment prétendu que le « patronat changeait »... « qu'il avait désormais un caractère social », etc., les patrons de la Réparation navale marseillaise ont pondu une note de service visant à rogner les salaires des ouvriers des ateliers... L'en-

semble des travailleurs a vite compris que s'ils acceptaient cette canaillerie faite à certains d'entre eux, c'est l'ensemble des ouvriers des Réparations navales qui en subiraient les conséquences.

La coupe était pleine, elle a débordé... et, le 24 octobre, la grève a paralysé tous les chantiers des Réparations navales de Marseille.

## LA « NOTE DE SERVICE »

Les patrons des Réparations navales veulent appliquer aux ouvriers sédentaires les conditions spéciales en vigueur pour ceux du bord : voici, quand un travail à bord d'un navire est fini, il arrive que les ouvriers doivent attendre qu'un nouveau bâtiment soit à quai pour attaquer un nouveau travail. Le temps passé à attendre est payé au « petit taux », c'est-à-dire à presque rien... ce qui est déjà scandaleux, car les ouvriers ne sont pour rien dans ces attentes, et de toute façon ils restent à la disposition des patrons, même lorsqu'on leur permet d'aller chez eux parce que le bateau attendu ne sera à quai

que dans plusieurs heures !

Jusqu'à présent, les ouvriers des ateliers étaient payés au « taux d'activité », même lorsqu'ils avaient aussi un « trou » (ce qui est plus rare que pour « le bord »). Prétextant que des clients de passage « auraient fait des réflexions » en voyant les ouvriers des ateliers inactifs (!), les patrons ont donc décidé que, dorénavant, lorsqu'un « trou » se produira pour les ateliers, les travailleurs devront eux aussi « aller dans la cour », c'est-à-dire se rendre devant le siège de la société, et qu'à ce moment ils seraient payés « au petit taux », comme ceux du bord !

## « TIENS, PENDANT QU'ON Y EST ! »

Les gars ont donc décidé que les délégués allaient immédiatement dire aux patrons ce qu'ils pensaient de la « note de service » et « pendant qu'on y est, tiens, c'est l'occasion de préciser le point de vue des ouvriers sur deux autres problèmes : celui des « quarts » et celui du « boni ».

Il y a longtemps que les ouvriers réclament qu'on revoie l'organisation des « quarts » et l'attribution du « boni »... Les patrons ont fait quelques vagues promesses... jamais tenues évidemment !

Voici, au lieu de faire 8 heures de travail « coupées » par 1 heure, pour

le repas, ou le casse-croûte, on fait 7 h 30 d'affilée, sans pose. Mais le roulement de ces quarts se fait de telle façon que, souvent, on n'a même pas le temps de prendre le temps de repos nécessaire pour récupérer nos forces ! Quant au « boni », on demande sa suppression parce qu'il permet aux patrons de commettre les pires injustices et de nous diviser entre nous ! Nous demandons que le taux horaire de travail soit revu pour qu'on n'ait pas besoin du boni qui est de plus en plus utilisé comme une carotte pour faire tirer le cheval. »

## GAGNER DU TEMPS ?

Depuis seize jours, les patrons finassent... ils refusent de discuter, puis ils acceptent mais à condition de ne parler que de la « note de service »... puis ils demandent que les négociations soient « reportées »... puis ils prétendent que le grand patron de la S.P.A.T. est absent de Marseille... en conférence à Paris...

puis on laisse entendre qu'il est malade !...

« Nous, ouvriers des Réparations navales, on pense que les patrons ont déclenché une « grande manœuvre ». Depuis quelque temps, il y avait moins de travail... une petite grève, bien contrôlée, pas trop longue bien sûr, permettrait de ne pas payer quelques jours

## « C'EST NOTRE AFFAIRE A TOUS ! »

Les gars des Réparations navales en grève, à Marseille, c'est important... chacun le sent, et en fait son affaire... D'autant que, dans les autres industries de la ville, la situation n'est pas meilleure... il n'y a qu'à se rappeler la grève à C.O.D.E.R. en août !... Aussi, le mercredi 8 novembre, de nombreux travailleurs des usines du secteur Oddot-Canet se sont mis en grève à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. : les travailleurs des entrepôts Casino-Oddo, ceux des Raffineries de sucre Saint-Louis, de Salador, Alstom, Panzani, Descours et Cabaud, etc.

Un meeting, réunissant près de 5000 travailleurs, s'est tenu ce jour-là au carrefour du boulevard Oddo ; les jeunes ouvriers étaient de beaucoup les plus

nombreux et la volonté de lutte élevée... plus élevée que celle des dirigeants révisionnistes qui ont tout fait, comme ils en ont l'habitude, pour détourner cette volonté de lutte « classé contre classe » au profit des politiciens, du Parti « socialiste » et du Parti « communiste » révisionniste !

Commencé avec beaucoup de retard, rien n'a été fait pour élever la combativité en attendant la tenue du meeting... pas de chants de lutte, pas de mois d'ordre combattifs, pas de perspectives claires... on attendait... Enfin, quelqu'un parle et annonce que la réunion commence ; et l'on donne à l'assemblée les noms des « élus » qui honorent ce meeting de leur présence ! les élections approchent !...

## DÉTOURNEMENT ÉLECTORAL

C'est ainsi qu'on veut faire applaudir par les ouvriers en grève toute une brochette de bureaucrates plus avides de bonnes places que de lutte contre le capitalisme !... Il y aura, bien entendu, un couplet spécial sur le « Programme commun » de la « gauche », qui doit résoudre comme par enchantement les contradictions antagoniques entre les capitalistes et les travailleurs ! Mais, à quel ouvrier du port fera-t-on croire que Gaston Defferre est avec lui ?

Rien sur la mission historique du prolétariat qui est la classe montante, la classe qui enterrera par la lutte et la violence révolutionnaire le capitalisme exploiteur... et instaurera la société nouvelle, socialiste.

Pas étonnant, dans ces conditions, que le défilé de 5000 ouvriers, se rendant du carrefour Oddo à la S.P.A.T., n'ait pas eu la vigueur souhaitable ; on se serait cru à un « défilé traditionnel » quelconque !... Quelques mots d'ordre en

tête, pas repris par la masse des travailleurs qui a suivi, « bon enfant ». Une « 4 L » de flics s'est même permis de s'insérer dans le défilé et de communiquer tranquillement avec les Renseignements généraux !...

Une voiture de flics au milieu d'une manifestation de grévistes en lutte contre les patrons, voilà un triste exemple de l'influence révisionniste de collaboration de classe !

Devant le portail de la S.P.A.T., un jeune militant syndicaliste dit quelques mots avant la dislocation... il remercie les nombreux ouvriers qui ont répondu à l'appel des organisateurs et les « élus » qui « ont apporté leur soutien » à la lutte des travailleurs ! Ce jeune syndicaliste est probablement sincère... mais l'idéologie des dirigeants révisionnistes l'a déjà marqué profondément, au point de lui cacher que ce serait aux élus de remercier les travailleurs, car que seraient-ils sans eux ?

## OUVRIERS DES RÉPARATIONS NAVALES, SOYONS VIGILANTS !

Les grands marxistes-léninistes, Lénine et Mao Tsé-toung, nous enseignent que personne ne pourra jamais étouffer la lutte des classes... mais nous devons être vigilants : les dirigeants révisionnistes du Parti « communiste » français vont tenter de limiter notre mouvement, de le dévoyer en l'utilisant pour la farce électorale qui se prépare ouvertement pour le début de l'année 1972 ; car les dirigeants révisionnistes sont allés très

loin dans la trahison... non seulement ils ne reconnaissent plus la dictature du prolétariat, mais encore ils sabotent ouvertement la lutte des classes, comme à l'usine C.O.D.E.R. par exemple !

Ouvriers des Réparations navales, comptons sur nous-mêmes, sur notre volonté de vaincre les patrons. Menons la lutte « classe contre classe » !

Correspondant « H.R. ».